

RAPPORT ANNUEL



The Centre for International
Governance Innovation
Centre pour l'innovation dans
la gouvernance internationale

Des idées pour un changement global

RAPPORT ANNUEL



The Centre for International
Governance Innovation
Centre pour l'innovation dans
la gouvernance internationale

57 Erb Street West
Waterloo, Ontario, Canada N2L 6C2
tel +1.519.885.2444 fax +1.519.885.5450
www.cigionline.org

Table des matières

Message du président du Conseil d'administration	1
Message du directeur exécutif	2
À propos du CIGI	3
Directeur exécutif – John English	6
Nos gens	7
Nos donateurs	8
Profil d'associé distingué – John Whalley	9
BRICSCAM – Économies émergentes	11
Profil d'associé distingué – Paul Heinbecker	14
Projet du groupe des 20 leaders	15
Profil d'associé distingué – Andrew F. Cooper	17
Projet de réforme des Nations Unies	19
Profil du directeur de recherche – Daniel Schwanen	22
Publications	23
Conférences	25
Programme de rayonnement du CIGI	27
Notre technologie – IGL00	31
Conseil d'administration des opérations	35
Conseil des gouverneurs	39
Associés du CIGI	42
États financiers	44



Des idées pour un changement global

Le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI) est un établissement de recherche international canadien fondé en 2001. Sa vocation première est de trouver des solutions aux défis de gouvernance internationale comptant parmi les plus urgents, par l'entremise de projets de recherche de calibre mondial. Le CIGI vise à élaborer des idées pour le changement global en formant des réseaux réunissant universitaires, praticiens et gouvernements pour étudier le caractère et les réformes souhaitées du système multilatéral et conseiller les décideurs à ce sujet. Par le biais de conférences, de publications, d'événements publics et de la technologie, le CIGI vise à accentuer la capacité du Canada à effectuer des changements de politique publique tant au pays qu'à l'étranger.

Message du président du Conseil d'administration

Ce fut une année remarquable pour le CIGI. Notre organisation croît rapidement pour devenir une ressource mondiale de premier plan pour les chercheurs en milieu universitaire, les décideurs du secteur public, les organisations de la société civile, les organismes non gouvernementaux (ONG), les étudiants et le grand public intéressés par les questions de gouvernance internationale.

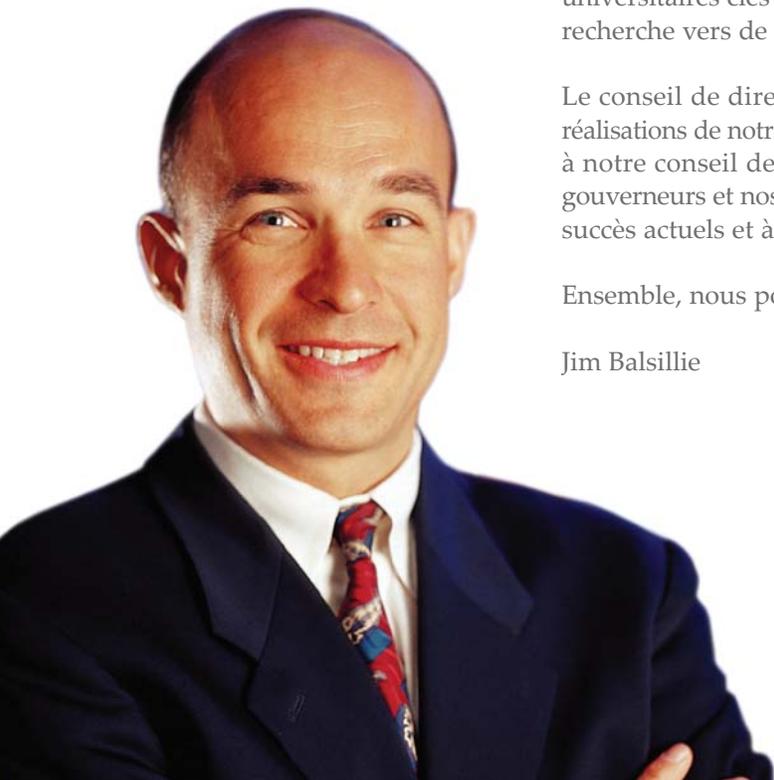
Nos initiatives aident à encourager le dialogue sur les enjeux mondiaux et renforcent le changement positif dans les réseaux de gouvernance à travers le monde. Nous avons une vision claire de notre avenir : créer un groupe de réflexion d'importance internationale pour renforcer les ressources intellectuelles qui appuient la politique publique sur les questions d'importance globale et pour améliorer l'efficacité et l'efficience du système de gouvernance multilatérale.

Plusieurs réalisations et accomplissements se sont concrétisés au cours de l'année écoulée. Rien de ceci n'aurait été possible sans le soutien formidable de nos partenaires dévoués. Dalton McGuinty, premier ministre de l'Ontario, a annoncé en janvier dernier lors du Forum économique mondial à Davos, en Suisse, que le Ministère de la recherche et de l'innovation de l'Ontario allait fournir son appui au portail d'information et de recherche IGLOO du CIGI en lui accordant une subvention d'environ 7 millions de dollars sur cinq ans. De plus, des partenariats et des dons importants d'institutions universitaires clés et du secteur privé ont permis de mener nos projets de recherche vers de nouveaux sommets.

Le conseil de direction du CIGI est fier de participer activement aux réalisations de notre organisation. J'aimerais adresser un sincère remerciement à notre conseil de direction, notre conseil consultatif international des gouverneurs et nos chers donateurs pour leur contribution importante aux succès actuels et à la croissance du CIGI en 2005.

Ensemble, nous pouvons élaborer des idées pour un changement global.

Jim Balsillie



Jim Balsillie
Président, Conseil d'administration, CIGI

Message du directeur exécutif

Nous croyons que le CIGI est bien positionné pour poursuivre sur sa lancée tandis que nous prenons pied comme institution de recherche de niveau international. Nos contributions dans le domaine de la gouvernance internationale donnent d'excellents résultats.

Nous avons abordé l'année 2005 de façon très ambitieuse : une période d'expansion et beaucoup d'activités. Le CIGI a joué un rôle clé dans le développement de l'idée d'un groupe de 20 leaders de gouvernement (L20), dont Paul Martin, premier ministre du Canada, s'est fait le champion. Le but ultime du projet est de déterminer le rôle que pourrait jouer un Groupe des 20 (G20) dans le champ plus élargi de la gouvernance internationale. Nous avons tenu plusieurs réunions importantes au cours de la dernière année : à Bruxelles avec l'UE; à Berlin avec les principaux groupes de réflexion allemands, et à Genève avec l'Organisation mondiale de la Santé, notamment.

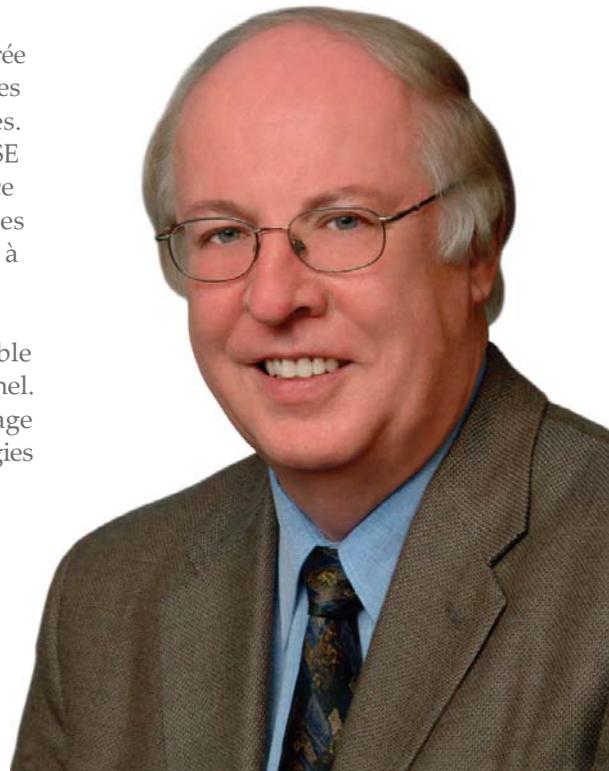
La diffusion par le secrétaire général de l'ONU du rapport « *Dans une liberté plus grande* » a fourni la principale motivation à la création par le CIGI d'un groupe de praticiens spécialisés, d'universitaires émérites, de représentants de la société civile et de responsables de l'ONU pour discuter des nombreuses idées contenues dans ce rapport. Le CIGI était d'avis qu'il était important de fournir une occasion d'une telle discussion à la veille d'un sommet des dirigeants aux Nations Unies concentré sur la réforme de l'ONU.

Le projet BRICSAM est une autre initiative de recherche importante élaborée pour examiner l'importance croissante de certaines moyennes puissances en développement comme forces économiques mondiales émergentes. Le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, les pays de l'ANASE et le Mexique, représentent les économies mondiales dont la croissance est la plus rapide et l'espoir du projet BRICSAM est de déterminer les implications d'un développement rapide et soutenu dans ces régions à très forte concentration de population.

La poussée du CIGI en 2005 a été très stimulante. Au nom de l'ensemble du Conseil, j'aimerais remercier les membres dévoués de notre personnel. C'est grâce à leur engagement à produire des résultats pour l'avantage de nos donateurs, associés et partenaires de par le monde que nos stratégies deviennent réalité.

John English

John English
Directeur exécutif, CIGI



Points saillants de la dernière année

Juin 2005

Publication par le CIGI de « *Irrelevant or Indispensable: The UN in the 21st Century* », document faisant suite à la conférence sur la réforme de l'ONU.

Mai 2005

La réunion consultative de BRICSAM a lieu à la Woerner House pour aider à identifier l'orientation de cet important projet de recherche concentré sur les marchés en émergence.

Avril 2005

Le CIGI établit un partenariat avec l'Université Carleton pour revoir le prochain volume de « *Canada Among Nations 2005: Split Images* ».

La conférence *The UN: Adapting to the 21st Century* a rassemblé plus de 100 membres du personnel cadre des Nations Unies, de même que des ambassadeurs actuels et anciens, des universitaires et des membres de la société civile. Il s'agissait de la première conférence internationale d'importance sur la réforme de

l'ONU depuis que le secrétaire général Kofi Annan a soumis à la discussion un rapport intitulé « *Dans une liberté plus grande* ».

Mars 2005

Le CIGI tient le premier Séminaire d'études supérieures de la Banque mondiale au Canada. Le séminaire s'est concentré sur le développement international et avait pour but d'augmenter la transparence et le dialogue entre la Banque mondiale et les étudiants.

À propos du CIGI

Le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI) est un groupe de réflexion international d'origine canadienne fondé en 2001. Le CIGI cherche à dispenser des conseils sur les enjeux de la gouvernance internationale et la réforme du système multilatéral en développant « des idées pour un changement global » par la recherche, des conférences et des publications.

Le CIGI découle de la vision de Jim Balsillie et a été fondé grâce à son généreux don, ainsi qu'à celui de Mike Lazaridis, co-chef de la direction de Research In Motion (RIM). En 2003, les sommes initiales ont été appariées par le gouvernement du Canada, permettant au CIGI de faire de la gouvernance économique et financière une des orientations principales de sa recherche et de ses conseils de politiques. Depuis, le CIGI a reçu des dons additionnels en provenance de bienfaiteurs privés.

John English, directeur exécutif du CIGI, est reconnu depuis longtemps comme l'un des principaux experts des affaires internationales au Canada. Le CIGI emploie actuellement 45 membres du personnel, incluant les chercheurs, bibliothécaires et stagiaires, le personnel administratif et technique, et les professionnels de la communication.

Le CIGI vise à élaborer des idées pour le changement global en formant des réseaux réunissant universitaires, praticiens et gouvernements pour étudier le caractère et les réformes souhaitées du système multilatéral et conseiller les décideurs à ce sujet. Afin d'atteindre cet objectif, le CIGI finance les initiatives de recherche d'experts reconnus et de jeunes universitaires prometteurs; développe des liens de collaboration parmi les chercheurs de renommée mondiale au Canada et les principaux centres internationaux, puis amorce le dialogue parmi les universitaires, les guides d'opinion et les principaux décideurs au Canada et à l'étranger. Le programme de recherche du CIGI s'étend aux institutions internationales et aux enjeux mondiaux, à l'évolution des relations internationales, aux enjeux de la gouvernance régionale et à l'incidence des déplacements du pouvoir économique dans le monde. En créant un institut de recherche d'importance internationale, le CIGI espère renforcer les ressources intellectuelles canadiennes et internationales qui appuient la politique gouvernementale au palier mondial

Février 2005

Le CIGI et le YMCA de Kitchener-Waterloo ont été les hôtes d'un Forum mondial des jeunes qui a permis de sensibiliser les étudiants de niveau secondaire aux enjeux de la gouvernance internationale.

Janvier 2005

Le gouvernement de l'Ontario investit 7 millions de dollars dans IGL00, portail de recherche en ligne du CIGI, le « premier en son genre ».

Décembre 2004

Le CIGI lance le manuscrit « *Reforming from the Top: A Leaders' 20 Summit* », première publication explorant le concept du premier ministre Martin du Canada à l'égard d'un Sommet des leaders du L20.

Octobre 2004

Le conseil international des gouverneurs du CIGI se réunit pour la deuxième fois pour discuter des projets de recherche du CIGI. Anne-Marie Slaughter, doyenne de la Woodrow Wilson School, présente

une conférence publique sur une nouvelle approche envers la guerre au terrorisme. Open Text Corporation se joint à titre de partenaire technologique pour le projet IGL00.

Mai 2004

Michael Barnstijn et Louise MacCallum effectuent un don généreux de plus de 2,5 millions pour aider à l'élaboration de projets de recherche du CIGI sur la réforme institutionnelle.

et améliorent l'efficacité et l'efficience du système de gouvernance multilatérale. Organisé et dirigé par certains des meilleurs universitaires et praticiens des politiques publiques, le CIGI devient rapidement un centre de recherche international d'importance qui, par le biais d'une variété de conférences, d'exposés et de recherche aidera à renforcer les réseaux appuyant de meilleures pratiques et politiques internationales.

Les recherches et conférences du CIGI sont appuyées par un vaste programme de partenariats pour la recherche et l'innovation. De plus, la recherche du CIGI est étroitement liée à un programme de partenariats éducatifs visant à encourager et à attirer les universitaires et diplômés canadiens du plus grand calibre.

Le CIGI est situé de façon stratégique dans la région de Waterloo, région avec une réputation internationale croissante pour l'innovation et la technologie. Waterloo (Ontario) est le port d'attache d'entreprises technologiques de premier plan, un institut de physique théorique et deux universités renommées, l'Université de Waterloo et l'Université Wilfrid Laurier. Le CIGI est situé de façon pratique à une heure au sud-ouest de Toronto et est à portée de plusieurs villes importantes tant au Canada qu'aux États-Unis.

En 2003, le CIGI a fait l'acquisition du musée d'histoire culturelle Seagram Museum reconnu pour la restauration effectuée par Barton Myers de cet entrepôt de barils. Cette installation unique fournit un espace idéal pour les bureaux du CIGI, de même que pour les nombreux événements et conférences publics et privés qu'il accueille. De plus, grâce à la générosité des philanthropes Anna et Klaus Woerner, le CIGI peut utiliser leur ancienne maison de campagne comme centre d'événements. Cette propriété s'étend sur une superficie de plus de soixante acres de terrains boisés, dont une douzaine d'acres sont aménagées. La Maison Woerner est un lieu choisi pour les réunions, conférences et séminaires du CIGI, à l'image de Ditchley et de Wilton Park. Des logements de première classe sont disponibles pour les universitaires en visite au CIGI.

Les partenaires du CIGI

- Conseil Universitaire pour le Système des Nations Unies (ACUNS)
- Current World Leaders Press
- Affaires étrangères Canada (AEC)
- Moreover
- L'Institut Nord-Sud (INS)
- ministère du Développement économique, du Commerce et du Tourisme de l'Ontario (MEDT)
- Open Text Corporation
- Research In Motion (RIM)
- Université de Waterloo
- Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, Université de Princeton
- Forum économique mondial

« Ce n'est que récemment que le pouvoir des idées est envisagé sérieusement comme une forme intermédiaire de pouvoir en relations internationales. » (traduction)

- **John English / Andrew F. Cooper**
*International Commissions and
the Power of Ideas*

Directeur exécutif John English



John English a joué un rôle clé dans la mise en place du CIGI et mène l'organisation dans sa phase de croissance actuelle.

M.English est titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université de Waterloo obtenu en 1967, après quoi il a obtenu son Ph.D. de l'Université Harvard. Au cours d'une impressionnante carrière de 35 années, il a réussi à conserver un équilibre entre sa famille et son implication grandissante en politique et dans le monde universitaire.

Cette vaste expérience lui a permis d'acquérir une compréhension étroite de la politique étrangère du Canada et de son incidence sur l'histoire et l'identité du Canada. Sa connaissance approfondie de la perspective canadienne donne une facette unique à sa recherche actuelle en affaires internationales.

La compréhension de M. English des relations internationales provient de son expérience comme observateur intéressé de même qu'à titre de participant actif aux enjeux de la politique étrangère. De 1988 à 1993, il a occupé le poste de directeur du Centre on Foreign Policy and Federalism de l'Université de Waterloo. Par la suite, M. English a débuté son mandat comme député, poste qui lui a permis d'avoir un précieux aperçu des subtilités du processus de création de la politique étrangère. Il a tiré profit de l'occasion, en servant à titre de membre du Comité mixte pour la révision de la politique étrangère canadienne, de vice-président du Comité permanent sur les affaires

étrangères et le commerce international, de même que de vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. M. English a également été choisi pour être envoyé spécial au nom du ministère des Affaires étrangères lors des élections au Conseil de sécurité, en plus d'être envoyé spécial sur l'interdiction des mines antipersonnel. Cet intérêt et cette implication se poursuivent aujourd'hui à titre de président du conseil consultatif pour la Fondation des mines terrestres du Canada.

L'expérience de M. English comme praticien en politique est appuyée par ses études détaillées de l'histoire du Canada. Son mandat comme professeur d'histoire à l'Université de Waterloo a donné lieu à sa nomination à la Chaire de recherche de l'Université de ce département. Il a également été nommé biographe officiel de l'ancien premier ministre Lester B. Pearson et il rédige actuellement la biographie officielle de l'ancien premier ministre Pierre Elliot Trudeau. En plus de ces distinctions obtenues, il a publié plusieurs livres et articles sur la politique étrangère canadienne d'après 1945. Ces projets lui ont permis d'acquérir une meilleure connaissance des fondements des enjeux de la politique moderne et ont nourri sa passion pour le rôle du Canada et les possibilités de progrès sur la scène mondiale.



Nos gens

Le CIGI est une organisation qui avance rapidement, énergique et dynamique qui emploie des gens ayant des idées stratégiques et novatrices. Nous sommes fiers de notre habileté à recruter une main-d'œuvre diversifiée, éduquée et internationale. Ceci permet un environnement de travail unique de par sa diversité culturelle, requise pour réaliser nos nombreux projets à l'échelle mondiale. Plus d'une douzaine de langues sont parlées par les membres du personnel du CIGI.

Le CIGI est riche de son mélange de personnel provenant des milieux universitaires, gouvernementaux, des entreprises et groupes de réflexions, ainsi que d'étudiants. Le CIGI a établi des partenariats avec l'Université de Waterloo et l'Université Wilfrid Laurier pour créer des postes pour stagiaires. De l'expérience variée de notre Conseil consultatif international des gouverneurs aux membres de notre personnel et nos stagiaires, chaque individu apporte une perspective, une personnalité et des antécédents culturels uniques à notre recherche et à nos projets.

Avec l'aide de notre équipe de planification stratégique, le CIGI a entrepris une évaluation des ressources humaines au cours de la dernière année pour refléter les besoins en recrutement du personnel requis pour accomplir de nouveaux projets et initiatives et pour améliorer l'efficacité de la structure et des capacités du personnel existant du CIGI. Par conséquent, le CIGI a étendu de façon considérable son personnel et ses installations. Cette expansion s'est faite partiellement en réponse à la subvention du gouvernement de l'Ontario pour le développement du projet IGLOO. Le projet IGLOO a eu pour résultat le doublement du nombre de membres du personnel du CIGI depuis octobre 2004.

Nous croyons que la qualité, l'enthousiasme et l'engagement de tout notre personnel sont les fondements de notre succès actuel et futur.

« Le CIGI est riche de son mélange de personnel provenant des milieux universitaires, gouvernementaux, des entreprises et groupes de réflexions, ainsi que d'étudiants. Notre croissance est le reflet des nombreux nouveaux projets que notre organisation a entrepris avec succès au cours de la dernière année. » (traduction)

- **John English**
directeur exécutif, CIGI



Nos donateurs

Jim Balsillie – *Président et co-chef de la direction, RIM*
Mike Lazaridis – *Président et co-chef de la direction, RIM*
Gouvernement du Canada / Government of Canada
Gouvernement de l'Ontario / Government of Ontario
Michael Barnstijn et Louise MacCallum
Richard Brock
Dennis Kavelman
Klaus et Anna Woerner

Donateurs en nature:

Artindale & Partners
Dell
Open Text
Susan Swan

Profil d'associé distingué

John Whalley



M. Whalley est professeur d'économie à l'Université Western Ontario et un associé distingué du CIGI dans le domaine de la gouvernance économique. Il est titulaire d'un baccalauréat en économie (1968) et d'une M.A. (1969) de l'Université d'Essex, ainsi que d'une M.A. (1970), d'une M.Ph. (1971) et d'un Ph.D. (1973) de l'Université de Yale. Il est membre de l'Economic Society, membre de la Société royale du Canada et membre étranger de la Russian Academy of Sciences. Il est codirecteur de la rédaction du journal *The World Economy* et collabore à l'échelle mondiale avec plusieurs instituts de recherche.

Il est présentement associé de recherche au National Bureau of Economic Research de Cambridge, MA, et coordonnateur de la recherche en économie mondiale pour le CESifo basé à l'Université de Munich en Allemagne.

Il travaille dans le domaine du modèle d'équilibre général numérique et commente les politiques du commerce international et du développement. Son travail récent s'est concentré sur la participation de la Chine au système de commerce mondial, de même que sur les enjeux de l'Organisation mondiale

du commerce (OMC), le commerce et l'environnement, ainsi que le commerce des services. Son travail dans ces domaines repose sur son expérience comme professeur invité à la Peking University en Chine. Il y passe d'ailleurs environ un mois tous les ans. Avec le CIGI, il a aussi participé à la recherche sur l'émergence des pays du BRICSAM, projet qui lui-même est en croissance rapide. (Pour plus d'information sur le projet BRICSAM, se reporter à la page 11).

Ses intérêts de recherche actuels comprennent la mondialisation, l'OMC, les stratégies de développement dans les pays du tiers monde, les enjeux mondiaux en environnement, et la psychologie et l'économie. Les écrits de M. Whalley dans différents domaines ont été publiés internationalement et il travaille toujours sur plusieurs projets liés à ses initiatives de recherche.

À l'Université de Western Ontario, il a également occupé le poste de codirecteur du Centre for the Study of International Economic Relations. Sa vaste expérience d'enseignant comprend une session à la London School of Economics.

« Le monde change rapidement avec l'éveil de l'Inde et de la Chine, la gravitation du pouvoir économique mondial autour de ceux-ci et d'autres pays non membres de l'OCDE, dont la Russie, le Brésil et les pays de l'ANASE. De quelle façon les institutions mondiales évolueront-elles et quelle sera l'évolution du rendement de l'économie mondiale en conséquence? Voilà le défi qui se pose à notre compréhension ». (traduction)

- **John Whalley**, associé distingué –
Gouvernance économique, CIGI



BRICSAM Économies émergentes

Le CIGI a amorcé une importante initiative de recherche en 2005 visant à analyser l'impact et l'influence de l'émergence des pays du BRICSAM (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, membres de l'ANASE et Mexique) pour les économies dominantes et la gouvernance internationale.

Comprenant plus de 50 % de la population mondiale et démontrant un taux de croissance combiné de 6 à 7 % par année, ces économies bourgeonnantes ont le potentiel de modifier grandement le visage de la gouvernance économique mondiale.

Mettant l'accent sur l'équilibre de la puissance économique mondiale, le projet explore les intérêts individuels et collectifs des pays du BRICSAM et comment leurs économies en croissance continuelle influenceront l'architecture de la gouvernance économique et financière internationale au cours des trois à cinq prochaines décennies. De plus, la recherche étudie l'effet que les pays du BRICSAM auront sur les politiques intérieures et étrangères des autres nations, particulièrement les principaux pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

Sous la direction de John Whalley, la recherche sur les pays du BRICSAM au CIGI est actuellement en cours. Les domaines d'études actuellement abordés sont le réseau croissant d'accords commerciaux négociés à l'extérieur du forum de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Chine dans le système de commerce mondial et les intérêts tant communs que divergents des pays du groupe BRICSAM. À mesure que la conscience de ce projet et les connaissances

« Le projet BRICSAM du CIGI est le seul à ce jour qui étudie la gamme élargie des moyennes puissances émergentes. Le Sommet du G8 a reconnu l'importance d'inclure le Mexique à la réunion tenue conjointement avec les membres originaux du BRIC. Avec le travail du L20 du CIGI, le projet BRISCSAM témoigne de l'innovation du centre en matière d'étude des enjeux de gouvernance mondiale. » (traduction)

- **Ambassadeur Andrés Rozental**, président, Conseil du Mexique des relations étrangères

BRICSAM

Puissance économique changeante et gouvernance internationale

progresseront, un portrait plus complet prendra forme sur les réalités et le potentiel de ce groupe de pays.

Le CIGI a tenu en mai 2005 à la Woerner House de Cambridge (Ontario, Canada) une réunion d'un groupe de consultation internationale. La réunion a fourni aux chercheurs et praticiens l'occasion de discuter et d'esquisser les principaux enjeux que le BRICSAM présente aux décideurs à l'échelle régionale, nationale et internationale. En réunissant les perspectives de l'intérieur et de l'extérieur des pays du BRICSAM, la réunion a permis de forger des partenariats concrets et a fourni des occasions de disséminer la recherche.

Le projet du BRICSAM continue de croître et sera officiellement lancé en octobre 2005 lors de la réunion du Comité consultatif international des gouverneurs de CIGI.



David Choi et Daniel Schwanen à la réunion du groupe consultatif du projet BRICSAM

« La coopération multilatérale se poursuivra parce qu'elle est nécessaire pour assurer la sécurité et encourager le développement économique et social. » (traduction)

- **Paul Heinbecker**, associé distingué –
Relations internationales, CIGI



Profil d'associé distingué

Paul Heinbecker

En tant qu'associé distingué du CIGI dans le domaine des relations internationales, Paul Heinbecker fournit des renseignements précieux sur les questions complexes des tribunes internationales et sur le rôle du Canada. Pendant sa longue carrière, M. Heinbecker a acquis une grande expérience, a établi maintes relations et a développé un vif intérêt pour les aspects concrets des politiques mondiales, les relations bilatérales et le fonctionnement interne du gouvernement canadien; ce faisant, il s'est fait connaître à l'échelle internationale.

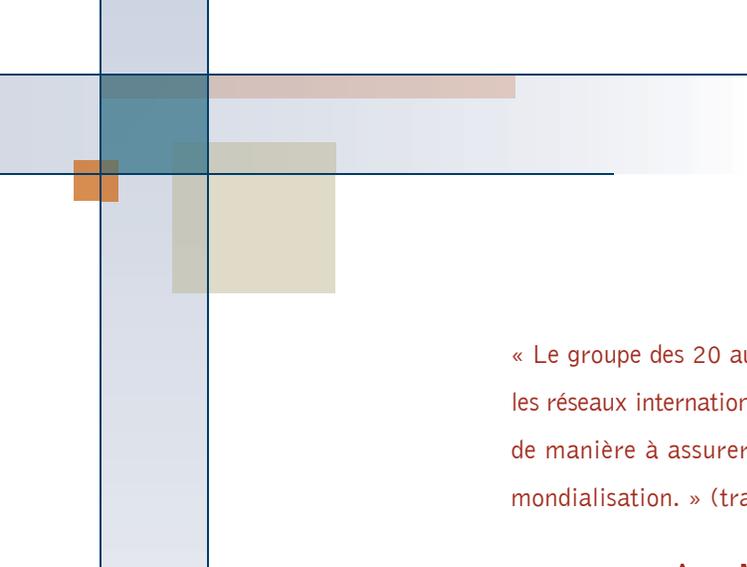
Il est entré aux Affaires extérieures en 1965 et il a entrepris sa carrière sur la scène internationale avec des affectations à l'étranger à Stockholm et Ankara. Il a aussi servi à Paris comme membre de la délégation permanente du Canada à l'OCDE.

M. Heinbecker a également acquis une connaissance approfondie des relations étroites et complexes du Canada avec les États-Unis. Il a occupé le poste de directeur, Direction des relations générales avec les États-Unis et le poste de président au secrétariat pour le développement de la politique aux Affaires extérieures. Par la suite, il a pu parfaire ses connaissances et devenir un spécialiste des questions entourant cette relation unique dans le cadre de son rôle en tant que ministre, Affaires politiques, à l'ambassade du Canada à Washington de 1985 à 1989.

De 1989 à 1992, M. Heinbecker a joué un rôle influent en politique internationale au Canada en agissant à titre de conseiller en chef en politique étrangère et rédacteur de discours du premier ministre Brian Mulroney et à titre de secrétaire adjoint au Cabinet de la politique étrangère et de la défense. Ultérieurement dans sa carrière diplomatique, il a assumé les fonctions d'ambassadeur du Canada en Allemagne de 1992 à 1996.

En 1996, il a été nommé sous-ministre adjoint, Politique mondiale et sécurité, au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Dans l'exercice de ses fonctions, il a dirigé un groupe de travail interministériel qui a soutenu les négociations qui ont amené la fin de la guerre au Kosovo. Il a assumé un rôle de chef de file dans le mouvement global axé sur le changement climatique en dirigeant la délégation canadienne lors des négociations de la Convention sur les changements climatiques à Kyoto au Japon. Après sa nomination comme ambassadeur et représentant permanent du Canada aux Nations Unies en 2000, il a dans cette position fortement appuyé la création de la Cour pénale internationale.

M. Heinbecker a été nommé en 2004 premier directeur du Centre for Global Relations, Governance, and Policy à son alma mater, l'Université Wilfrid Laurier.



« Le groupe des 20 au niveau des leaders de gouvernement illustre parfaitement comment les réseaux internationaux à l'échelle gouvernementale peuvent fonctionner en concertation de manière à assurer une croissance mondiale positive dans le contexte de la mondialisation. » (traduction)

– **Anne-Marie Slaughter**, Doyenne de la Woodrow Wilson School of Public and International Affairs de l'Université de Princeton.

Projet du groupe des 20 leaders

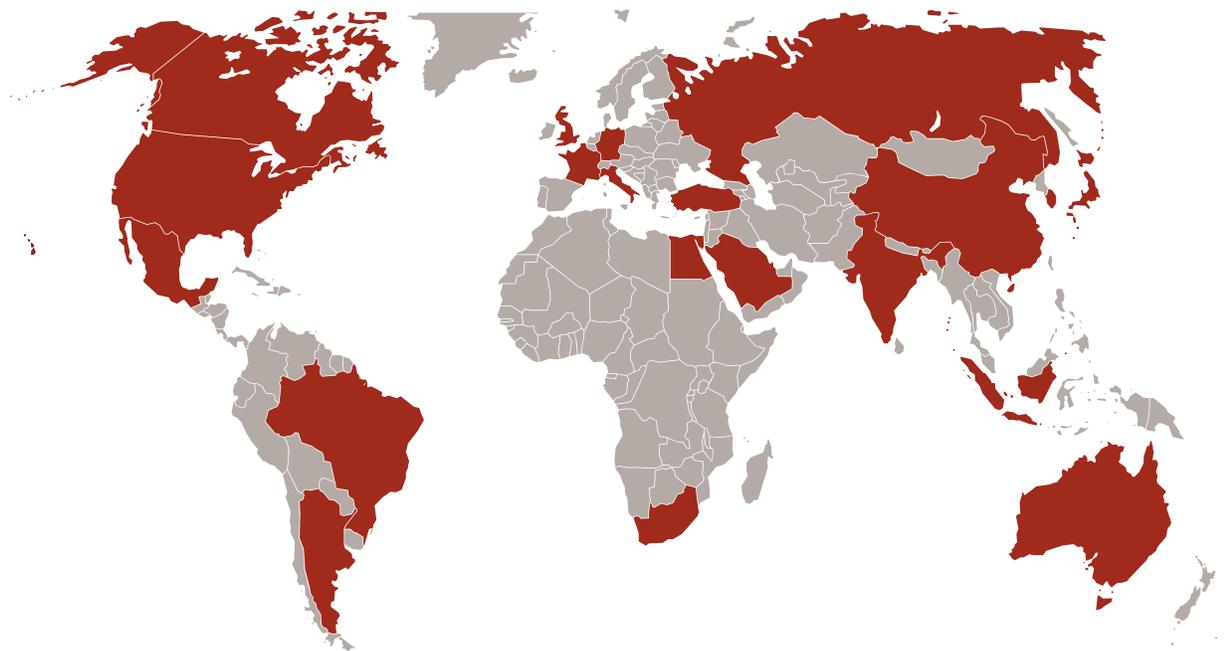
Le projet du groupe des 20 leaders (L20) fait partie des initiatives de recherche menées de longue date par le CIGI. Il a été entrepris conjointement avec le Centre for Global Studies de l'Université de Victoria dans le but de formuler des idées et des stratégies en vue d'accroître l'efficacité et la légitimité du système économique international.

De manière plus spécifique, le projet examine la possibilité de former un Sommet d'une vingtaine de pays qui serait perçu comme une institution légitime dont le but serait de résoudre les problèmes mondiaux communs. Ce sommet recruterait ses membres au-delà de la composition actuelle du G8 et inclurait des représentants des puissances en émergence, ce qui permettrait la représentation d'une plus grande proportion de la population mondiale. Ainsi, le L20 favoriserait un rapprochement entre les dirigeants des pays du Nord et ceux du Sud et faciliterait la création de réseaux qui pourraient servir à s'attaquer aux problèmes mondiaux les plus graves. Depuis ses débuts, le projet a soulevé de l'intérêt et de l'engouement dans le monde entier et de nombreux dirigeants ont appuyé ses progrès.

De concert avec le Centre for Global Studies, le CIGI a tenu une série de conférences en vue d'examiner le rôle potentiel du L20. Ces conférences se sont déroulées en trois étapes.

La première étape a porté sur les principes généraux d'une telle institution et sur les questions de faisabilité entourant sa création.

La deuxième étape a porté sur les questions spécifiques qu'un tel organisme pourrait examiner, chaque conférence étant axée sur un problème éventuel. Voici certains thèmes qui ont été abordés lors de ces conférences : les subventions dans le secteur agricole, le Sommet de Doha de l'OMC, l'architecture post-Kyoto, les maladies contagieuses, l'accès à l'eau potable, le terrorisme et les crises financières.



■ Pays souvent considérés comme membres possibles du L20

La troisième étape a porté sur l'examen du L20 dans le contexte des crises qui menacent actuellement la stabilité mondiale et s'est penchée sur les moyens que le L20 pourrait mettre en oeuvre pour combler les lacunes en matière de gouvernance internationale dans ces secteurs. Cette étape visait les sujets suivants : la réforme de l'ONU, les pandémies et les états fragiles.

Cette série de conférences a permis de réunir experts et praticiens afin de discuter de la capacité du L20 de favoriser l'établissement de politiques de gouvernance internationales dans les domaines financiers, sociaux et environnementaux. De plus, ces conférences ont porté sur la composition éventuelle d'un groupe du L20, sur ses répercussions sur les institutions internationales existantes, sur les meilleurs moyens de faire participer les grandes puissances à ces travaux et sur le rôle futur de la société civile dans une telle institution.

Chaque conférence a permis de produire de nombreux documents de fond examinant l'éventualité de créer un L20 selon différentes perspectives. En recueillant les idées de divers groupes représentant un large éventail

d'expertise, le projet a contribué à créer une tribune propice aux discussions constructives et à la diffusion des recherches.

Le cycle initial des conférences étant achevé, les travaux relatifs au L20 vont commencer à porter sur des questions concrètes comme par exemple : dans quel secteur une telle institution pourrait-elle être utile dans un avenir relativement immédiat. Plus particulièrement, le CIGI a déterminé que la gouvernance en matière de santé est un secteur qui pourrait éventuellement bénéficier de l'appui du L20. Le programme de gouvernance en matière de santé approfondira les travaux du L20 en faisant porter ses efforts sur un problème concret à l'échelle mondiale. Le CIGI a accompli d'importants progrès relativement à l'initiative L20, cependant, il reste encore beaucoup à faire. Le CIGI entend continuer d'explorer le bien-fondé et les possibilités de réalisation d'un tel projet.



Le G20 au niveau des leaders

Profil d'associé distingué

Andrew F. Cooper



En tant que directeur associé du CIGI, Andrew F. Cooper amène au CIGI une expérience très diverse. Il éprouve un vif intérêt pour l'exploration et la mise en oeuvre de nouvelles idées relativement à plusieurs projets du CIGI.

Les travaux de M. Cooper sont tout particulièrement tournés vers la mondialisation. Il a étudié à l'université d'Oxford où il a obtenu un doctorat en philosophie. Il poursuit ses travaux internationaux à titre de professeur invité à l'université Harvard, à l'université nationale d'Australie et à l'université Stellenbosch en Afrique du sud. À l'heure actuelle, il occupe un poste de professeur de sciences politiques à l'Université de Waterloo où il offre un enseignement axé sur l'économie politique internationale, la politique étrangère canadienne et comparée, la gouvernance mondiale et la pratique de la diplomatie.

Pendant toute sa carrière, M. Cooper a toujours été à l'avant-garde des liens entre les idées innovatrices et les réalités concrètes. Il dirige des séances de formation sur quelques-uns des sujets parmi les plus d'actualité y compris les échanges commerciaux, la gouvernance et la diplomatie. Il a dirigé ces séances au Canada, en Afrique du Sud et pour l'Organisation mondiale du commerce à Genève en Suisse, à l'intention de participants du monde entier.

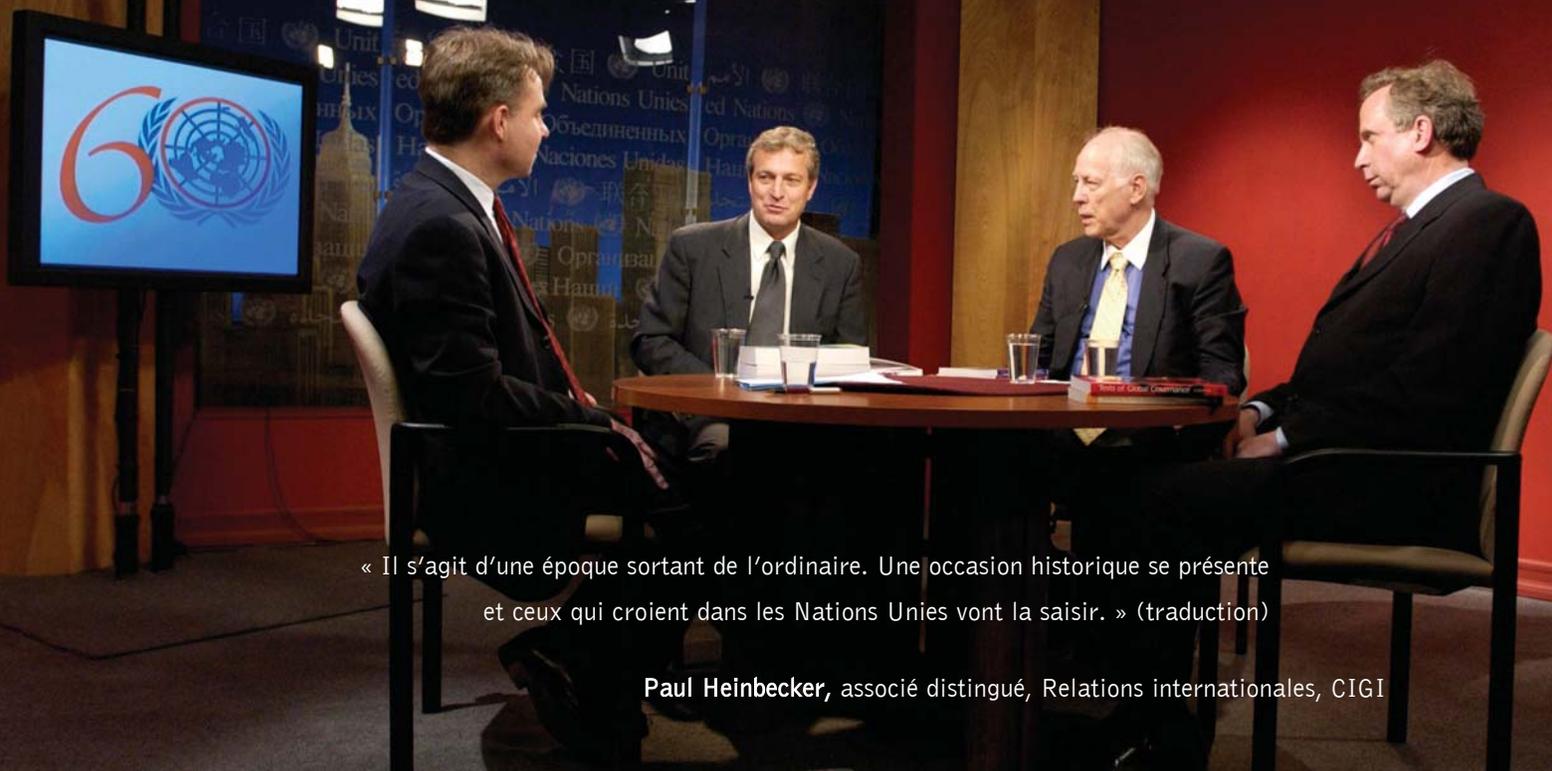
Les travaux de M. Cooper lui ont valu nombre de prestigieux honneurs dont sa sélection en tant que chercheur Fulbright pour le programme de l'hémisphère occidental Canada-États-Unis à la School of Advanced International Studies (SAIS) de l'université Johns Hopkins en l'an 2000 et en tant que récipiendaire de la bourse Léger du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada en 1993-1994.

Parmi ses plus récents projets, mentionnons son rôle comme co-directeur de l'ouvrage « *Reforming from the Top: A Leaders' 20 Summit* » et de l'ouvrage « *International Commissions and the Power of Ideas* » (Presses de l'Université des Nations Unies, 2005) avec John English et Ramesh Thakur.

Dans le cadre d'un partenariat du CIGI avec la Norman Paterson School of International Affairs, de l'Université Carleton, il a co-dirigé l'ouvrage intitulé « *Canada Among Nations 2005: Split Images* » avec Dane Rowlands et il sera co-directeur de l'édition 2006 également. Mentionnons aussi une publication intitulée « *Enhancing Global Governance: Towards a New Diplomacy* » qu'il a écrite en collaboration avec John English et Ramesh Thakur en 2002, et la publication intitulée « *Worthwhile Initiatives: Canadian Mission-Oriented Diplomacy* » en 2000.

« Je tiens à présenter mes idées sur une tribune où je peux avoir une certaine influence sur les débats et la prise de décision. Le CIGI veille à ce que ses projets empruntent une voie pratique tout en étant enracinés dans la recherche" »
(traduction).

- **Andrew F. Cooper**, directeur
associé distingué du CIGI



« Il s'agit d'une époque sortant de l'ordinaire. Une occasion historique se présente et ceux qui croient dans les Nations Unies vont la saisir. » (traduction)

Paul Heinbecker, associé distingué, Relations internationales, CIGI

Projet de réforme des Nations Unies

Le CIGI, en collaboration avec l'Université Wilfrid Laurier et le Conseil universitaire pour le système des Nations Unies (ACUNS), a présenté la conférence intitulée *Adapting the UN to the 21st Century* en avril 2005. La conférence a réuni à Waterloo au Canada plus de 100 délégués internationaux et chercheurs des Nations Unies, des ONG et des grandes universités.

Mme Louise Fréchette, secrétaire-générale adjointe des Nations Unies, a inauguré la conférence en donnant un discours-programme. Cet événement était ouvert au grand public et la salle était remplie à capacité.

La conférence, d'une durée de deux jours, a attiré des délégués et des spécialistes du monde entier. Les invités ont assisté à des exposés de Jeffrey Sachs, Lord David Hannay, David Malone, Jennifer Welsh et de Son Excellence M. Jean Ping, président de la quarante-neuvième assemblée générale. Les participants à la conférence ont discuté de l'appui à donner à la mise en oeuvre des recommandations du groupe de personnalités de haut niveau des Nations Unies.

L'événement a capté au plus haut point l'attention des médias et de la communauté. L'ambassadeur canadien aux Nations Unies, Alan Rock et Kenneth Roth, directeur exécutif de l'organisme Human Rights Watch, ont donné un discours-programme à l'intention de plus de 200 invités spéciaux.

« Nous ne profiterons pas du développement si nous ne jouissons pas de la sécurité, nous ne profiterons pas de la sécurité si nous ne veillons pas au développement et nous ne profiterons de ni l'un ni l'autre si nous ne respectons pas les droits de la personne. » (traduction)

- Louise Fréchette, secrétaire-générale adjointe des Nations Unies



Louise Fréchette, secrétaire-générale adjointe des Nations Unies, à la conférence *Adaptating the UN to the 21st Century* à Waterloo en Ontario.

À la suite de cette conférence, le CIGI a publié un ouvrage intitulé « *Irrelevant or Indispensable? The United Nations in the 21st Century* ». Cet ouvrage est un recueil des opinions des spécialistes actuels, des universitaires de pointe,

des représentants de la société civile et de responsables des Nations Unies relativement à la concrétisation des propositions de réforme du Secrétaire général.

GOUVERNANCE INTERNATIONALE

La gouvernance internationale a trait aux interactions gouvernementales et non gouvernementales à travers les frontières nationales en vue de régler des problèmes qui dépassent ces frontières, tant sur le plan des processus que sur celui des institutions qui encadrent ces interactions. Ces dernières ont une incidence importante sur les effets de la mondialisation dans le monde dans lequel nous vivons.

Profil du directeur de recherche

Daniel Schwanen



Daniel Schwanen est le chef des opérations ainsi que directeur de la recherche au CIGI. M. Schwanen est un économiste expérimenté, chargé de projet, auteur et conseiller spécialisé dans les questions de croissance économique et dans les questions internationales. Il est titulaire de diplômes en économie de l'Université de Montréal et de l'Université Queen's.

Avant de se joindre au CIGI, M. Schwanen occupait le poste d'économiste principal à l'Institut de recherche en politiques publiques de 2000 à 2004. M. Schwanen a aussi occupé le poste d'analyste principal des politiques à l'Institut C.D. Howe à Toronto entre 1990 et 2000. Dans le cadre de ces deux postes, il a effectué des travaux de recherche et formulé des recommandations sur les politiques en matière d'échanges commerciaux du Canada avec l'étranger et sur les questions

d'investissement, sur la performance du Canada en matière de productivité et sur la gouvernance régionale en Amérique du Nord. De plus, il a conduit des recherches en profondeur sur l'exode des cerveaux, les politiques culturelles et les politiques s'adressant au changement climatique.

De 1986 à 1990, il a été économiste international à la Banque canadienne impériale de commerce, où il a commenté les développements économiques du G7 et le processus de marché unique de la communauté européenne. M. Schwanen est également un ancien du programme japonais de leadership, du programme de visiteurs internationaux des États-Unis et du programme de visiteurs spéciaux de l'Australie.



Publications

Pendant toute l'année 2005, le CIGI a produit diverses publications dont des livres, des comptes-rendus de conférences et des rapports spéciaux ainsi que des sommaires de recherche et des documents de projet répondant à notre mandat qui consiste à générer des idées pour un changement global. Nos publications représentent un large éventail de travaux de recherche et de travaux axés sur les stratégies exécutés par des membres éminents du CIGI qui reçoivent l'appoint d'experts en sciences sociales et de spécialistes disposant d'une vaste expérience internationale et d'une connaissance experte des politiques.

Comptes rendus de conférences et rapports spéciaux

Canada in Afghanistan: Assessing the 3-D Approach – Compte-rendu de conférence – Mai 2005

Cette conférence qui était tenue en collaboration avec le Laurier Centre for Military Strategic and Disarmament Studies (LCMSDS), le CIGI et le Conseil universitaire pour le système des Nations Unies (ACUNS), a réuni des universitaires et des spécialistes en vue d'examiner l'efficacité des efforts coordonnés du Canada en matière de défense, de développement et de diplomatie en Afghanistan.

The UN: Adapting to the 21st Century – Compte-rendu de conférence – Avril 2005

Ce compte-rendu a découlé d'une conférence sur la réforme des Nations Unies convoquée par le CIGI, le Conseil universitaire pour le système des Nations Unies (ACUNS), l'Université Wilfrid Laurier (WLU), et des universitaires et des spécialistes chefs de file dans leur secteur, des représentants de la société civile et des représentants des Nations Unies à Waterloo (Ontario). Le compte-rendu souligne l'importance d'un tel examen collectif et constructif des plus importantes propositions de réforme des Nations Unies.

Graduate Student Conference on International Development – Compte-rendu de conférence – Mars 2005

De concert avec l'équipe de diffusion de la Banque mondiale, le CIGI a tenu un colloque des diplômés qui a attiré des étudiants de partout en Ontario afin de discuter des défis pratiques et théoriques du développement international. Le compte-rendu résume les résultats de cet événement condensé d'une durée de deux jours qui a permis d'explorer des sujets tels que « qu'est-ce que le développement »; « ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et pourquoi »; « les carrières en développement international » et il décrit les résultats d'une étude de cas interactive et exigeante entreprise par des étudiants, en collaboration avec des praticiens réputés en développement.

Rapport annuel du Forum économique mondial sur l'initiative de gouvernance globale – Janvier 2005

Le CIGI appuie le rapport annuel du Forum économique mondial sur l'Initiative de gouvernance globale en fournissant l'expertise des ses membres éminents pour cet important exercice annuel.

Sommaires de recherche et documents de projet

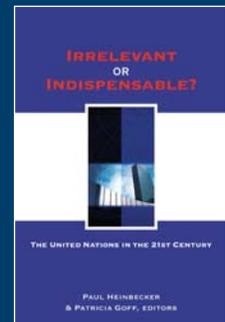
« *Reforming from the Top: A Leaders' 20 Summit* » – document d'orientation – Université des Nations Unies – Juin 2005

Produit par Andrew Thompson, ce document d'orientation stratégique décrit le caractère inédit et unique d'une institution qui se composerait d'une vingtaine de leaders de gouvernement, dont l'objectif serait de dénouer l'écheveau dans lequel se trouvent des institutions comme le G7/G8, les Nations Unies et la Banque mondiale. Un tel L20 est-il destiné à être l'institution de référence du 21^e siècle, ou est-ce une initiative condamnée à demeurer au stade d'une idée?

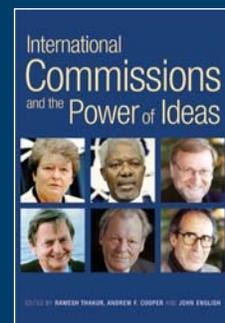
Papiers sur les politiques du projet L20

Le L20 a comme principal objectif d'élargir le débat sur la réforme des conférences au sommet afin que des décisions éclairées puissent être prises et que des changements importants puissent être effectués à l'échelle internationale. Chacune des réunions qui portait sur un projet précis a permis de mieux comprendre dans une perspective stratégique comment le regroupement proposé du L20 pourrait aider à résoudre les problèmes actuels d'ampleur mondiale. La liste des sujets abordés en 2004/2005 comprend l'architecture post Kyoto, les maladies contagieuses et la santé à l'échelle mondiale, l'accès à l'eau potable, le terrorisme et les armes de destruction massive, les crises financières, la réforme des Nations Unies, les pandémies et les états fragiles.

Une liste complète de ces travaux figure sur notre site web à l'adresse suivante : www.cigionline.org , vous pouvez également visiter la bibliothèque IGLOO sur le site web suivant : www.igloo.org, un nouveau portail international de recherche.



« *Irrelevant or Indispensable? The United Nations in the 21st Century* » ouvrage dirigé par Paul Heinbecker et Patricia Goff, Presses universitaires de l'université Wilfrid Laurier. Juin 2005.



« *International Commissions and the Power of Ideas* », co-dirigeants : Ramesh Thakur, Andrew F. Cooper et John English, Presses de l'université des Nations Unies. Mai 2005.



Conférences

Dans le cadre de son mandat, le CIGI a tenu un bon nombre de conférences internationales au cours de cette dernière année :

Conférence sur la réforme des Nations Unies (*UN Reform Conference*)

Le CIGI, en collaboration avec le Conseil universitaire pour le système des Nations Unies (ACUNS) et l'Université Wilfrid Laurier, a coparrainé une conférence intitulée *The UN: Adapting to the 21st Century*. La conférence, qui s'est tenue au siège social du CIGI du 3 au 5 avril, a attiré des participants de renom, y compris Louise Fréchette, secrétaire générale adjointe des Nations Unies, Lloyd Axworthy, ancien ministre des Affaires étrangères du Canada, ainsi que Kenneth Roth de l'organisme *Human Rights Watch*. Il s'agissait de la première conférence internationale sur la réforme des Nations Unies depuis les propositions de réforme annoncées par le secrétaire général Koffi Annan seulement quelques semaines auparavant. Le fait que le CIGI ait décidé rapidement de tenir cette conférence a contribué à attirer trois fois plus de participants que prévu en provenance du monde entier.

Conférence sur les défis en Afghanistan (*Afghan Connect Conference*)

Les défis auxquels est confronté le Canada en Afghanistan sont énormes. La conférence du CIGI intitulée *Canada in Afghanistan: Assessing the 3-D Approach* a réuni des universitaires et des spécialistes afin d'examiner l'efficacité des efforts coordonnés du Canada au chapitre de la défense, du développement et de la diplomatie en Afghanistan, ce qu'on désigne comme l'approche « 3-D ». Les discussions ont porté plus particulièrement sur l'incidence de l'approche 3-D sur les Forces canadiennes. Le moment était bien choisi pour tenir cette conférence, non seulement en raison des élections parlementaires en Afghanistan et de la mission du Canada à Kandahar, mais aussi à la lumière de l'examen de la défense qui avait été amorcé au Canada. La conférence *Afghan Connect* a été une collaboration entre le CIGI, le Laurier Centre for Military Strategic and Disarmament Studies (LCMSDS) et le Conseil universitaire pour le système des Nations Unies (ACUNS). La conférence s'est tenue à Waterloo, du 12 au 14 mai 2005.

L'honorable Bill Graham, ministre de la Défense nationale, a été l'orateur lors du dîner-causerie. Les travaux faits en collaboration après la conférence ont été rendus possibles par l'utilisation de la technologie IGLOO du CIGI.



" L'histoire ne laisse aucun doute que le rapport du Secrétaire général ne se fera pas valoir de lui-même. Il est indispensable que les gouvernements se concertent afin d'endosser ces propositions qui amèneront l'établissement d'une organisation des Nations Unies plus efficace. " (traduction)

- Paul Heinbecker, associé distingué du CIGI

Conférences internationales engageant le CIGI l'an dernier :

- 21 juin 2005 – *Putting Ideas to Work: The Impact of Powerful Ideas on International Reform*, ville de New York (États-Unis)
- 17 juin 2005 – Réception pour le lancement du livre sur la réforme de l'ONU, Ottawa, Ontario (Canada)
- 9 juin 2005 – Lancement de livres et discussion en atelier, Waterloo, Ontario (Canada)
- 7 juin 2005 – *Weak States and Sudden Disasters and Conflicts: The Challenge for Military-NGO Relations*, conférence de l'IRPP co-parrainée par le CIGI, Ottawa, Ontario (Canada)
- 26 mai 2005 – Réunion du groupe consultatif du BRICSAM, Cambridge, Ontario (Canada)
- 23 mai 2005 – *UN Reform Meeting* (Réunion sur la réforme des Nations Unies), Tokyo (Japon)
- 19 mai 2005 – *Fragile States* (États fragiles), Berlin (Allemagne)
- 16 mai 2005 – *Pandemics* (Les pandémies), Genève (Suisse)
- 12 mai 2005 – *Canada in Afghanistan: Assessing the 3-D Approach*, Waterloo, Ontario (Canada)
- 12 mai 2005 – *The UN: Millennium + 5*, Bruxelles (Belgique)
- 7 avril 2005 – Atelier « *Canada Among Nations 2005, Split Images* », Waterloo, Ontario (Canada)
- 3 avril 2005 – *United Nations : Adapting to the 21st Century*, Waterloo, Ontario (Canada)
- 5 mars 2005 – *World Bank Graduate Seminar* (Séminaire de la Banque mondiale pour les étudiants diplômés), Waterloo, Ontario (Canada)
- 20 février 2005 – *L20 Phase II Review*, (Examen de l'étape II du projet L20) Ottawa, Ontario (Canada)
- 19 février 2005 – *L20 Phase III Planning Conference* (Conférence préparatoire à l'étape III du projet L20), Ottawa, Ontario (Canada)
- 10 février 2005 – *Global Youth Forum*, Waterloo, Ontario (Canada)
- 29 janvier 2005 – *Financial Crises* (Crises financières), Mexico (Mexique)
- 13 décembre 2004 – *Terrorism and WMD* (Terrorisme et ADM), New Jersey (États-Unis)
- 1 décembre 2004 – *Access to Water* (L'accès à l'eau potable), Alexandrie (Égypte)
- 12 novembre 2004 – *Infectious Diseases and Global Health* (Les maladies contagieuses et la santé à l'échelle mondiale), San José (Costa Rica)
- 20 septembre 2004 – *Post-Kyoto Architecture* (l'architecture post Kyoto), ville de New York (États-Unis)



Rahul Sen, de l'Institute of Southeast Asian Studies de Singapour présente une conférence « Food for Thought » le 26 mai 2005.

Événements publics

Programme de rayonnement du CIGI

Le CIGI a tenu plusieurs événements publics qui ont renforcé nos liens avec la collectivité locale en la sensibilisant et en permettant au public intéressé de se familiariser avec les questions internationales.

Programme de conférences publiques

Le CIGI travaille assidûment à enrichir la scène locale grâce à des expériences diversifiées et pertinentes et le partage de nouvelles idées. Nous appuyons les événements culturels par des dons financiers et le prêt de nos installations. Nous sommes aussi partenaires d'organismes tel que Project Ploughshares et l'Institut canadien des affaires internationales (ICAI) afin d'offrir sans frais au public des exposés de conférenciers de notoriété internationale. Mme Jennifer Welsh, Mme Louise Fréchette, Mme Anne Marie Slaughter et M. Colin Bradford comptent parmi nos conférenciers renommés au cours de la dernière année.

Série de conférences *Food for Thought*

La série de conférences *Food for Thought* amène à Waterloo des universitaires et des praticiens du monde entier qui présentent et discutent de leurs dernières recherches. Ces conférences ont lieu à l'heure du déjeuner et sont ouvertes au public. L'assistance est limitée à moins de cent personnes sous le principe du premier arrivé, premier servi. Les conférences *Food for Thought* concernent directement un aspect des recherches ou un domaine d'intérêt du CIGI.

Les conférences *Food for Thought* mettent en relation les cerveaux internationaux les plus novateurs avec des groupes communautaires locaux dynamiques. Le public regroupe des étudiants de niveau universitaire, des professeurs, des professionnels locaux et autres personnes intéressées.

L'an dernier, les conférences *Food for Thought* ont connu une croissance exponentielle en raison principalement de la qualité des exposés, d'une étude de marché approfondie sur le public cible et d'une notoriété accrue du Centre dans la collectivité grâce à diverses activités.

La série a mis en vedette des conférenciers éminents tels Stephen Toope, Jack Mintz, David Malone, John Helliwell, Antonia Maioni, Eric Helleiner, Susan Horton et Roy Culpeper.

Événements culturels

Concert de musique baroque

Le CIGI s'est fait partenaire du Conseil universitaire pour le système des Nations Unies (ACUNS) et de Project Ploughshares pour présenter *Waterloo on the World Stage*, un concert de musique baroque tenu au CIGI en mai 2005.

Une présentation par chacune des organisations a été faite avant l'exécution du Grand River Baroque Festival Chamber Ensemble.

Cinéma d'été CIGI

Dans le but de présenter des événements nouveaux et dynamiques, le CIGI s'est associé à Princess Cinemas et à Edcom pour créer une expérience de cinéma en plein air intitulée CIGI Summer Cinema (Cinéma d'été CIGI). La transformation du mur ouest du CIGI en écran de 12 mètres de large par 6 mètres de haut a attiré une foule de 250 personnes pour le visionnement de deux films. Les films présentés ont été *Dr Folamour* (*Dr. Strangelove*) de Stanley Kubrick et la version originale du *Candidat Mandchou* (*Manchurian Candidate*). L'entrée était libre avec un don à la banque alimentaire de la région de Waterloo.



Roy Culpeper
President
North-South Institute



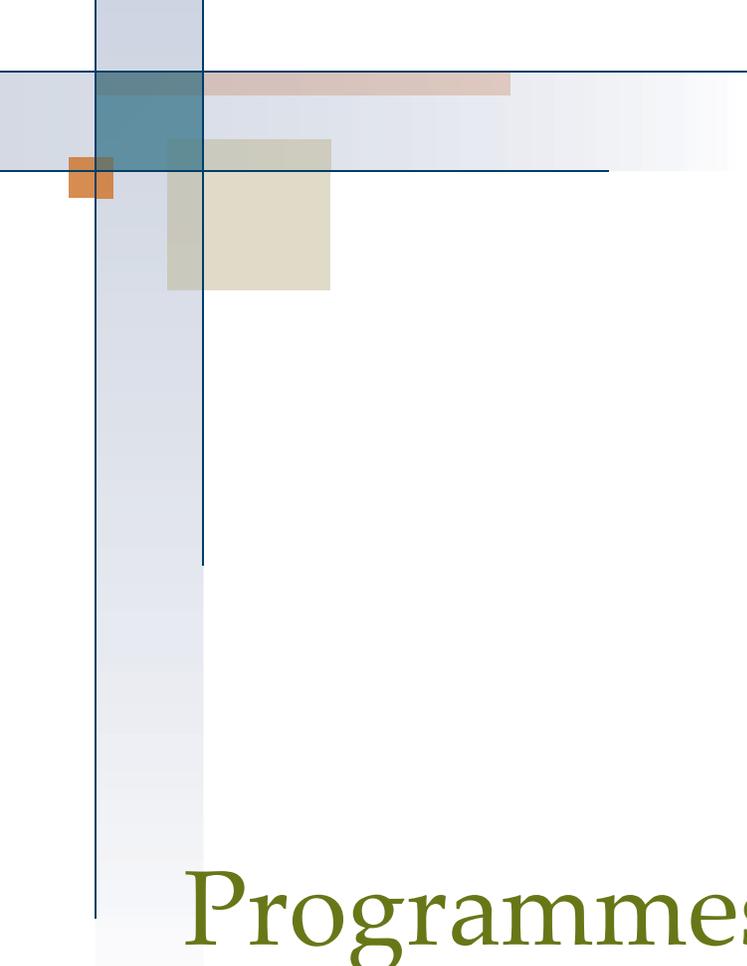
Susan Horton
Vice-President
Academics - Wilfrid
Laurier University



Stephen Toope
President
Trudeau Foundation



Dr. Jennifer Welsh
Professor
Oxford University



Programmes pour les jeunes

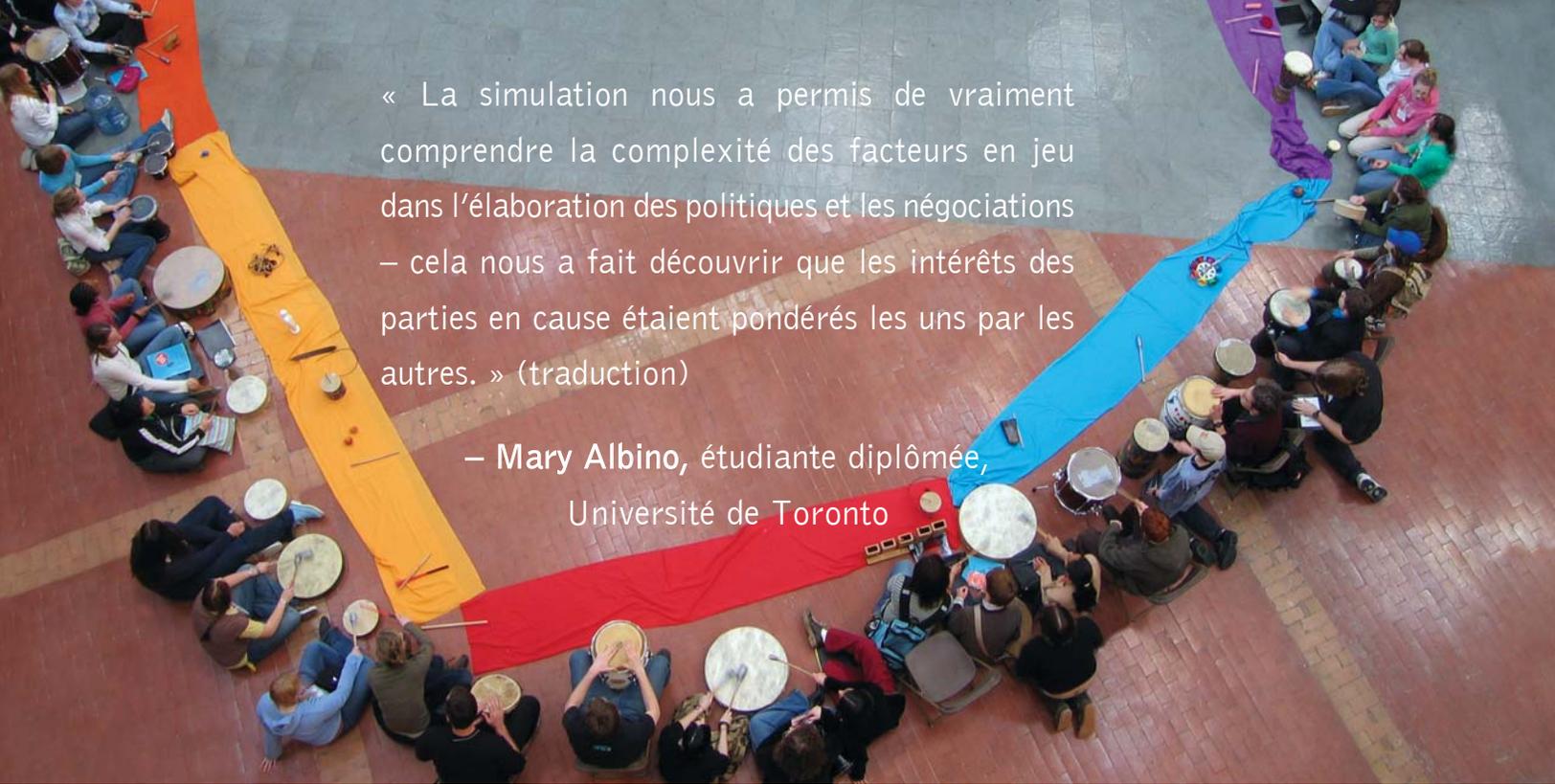
Programme de rayonnement du CIGI

Forum mondial de la jeunesse (*Global Youth Forum*)

Le rayonnement auprès des jeunes revêt une dimension importante dans les activités du CIGI. L'éducation et une exposition anticipée aux questions de gouvernance internationale sont déterminantes pour stimuler la participation et l'intérêt aux questions de portée internationale. Afin de rejoindre un public plus jeune, le CIGI a réuni des étudiants du niveau secondaire, des organismes à but non lucratif et des conférenciers invités à l'occasion d'un Forum d'une journée en février 2005. Le principal objectif du Forum était d'améliorer la conscience et la compréhension qu'ont les jeunes des questions mondiales et de les inciter à y participer. Il visait aussi à doter les enseignants d'outils leur permettant de mettre en œuvre un programme international de qualité supérieure et d'actualité.

Le *Global Youth Forum* a porté sur cinq thèmes généraux : la pauvreté, l'environnement, la santé, les relations internationales et les droits de la personne, abordés par le biais d'ateliers pratiques et de jeux interactifs. Il a aussi donné l'occasion aux participants d'entendre l'ancien ambassadeur de Namibie aux Nations Unies, M. Haroldt H. Urib, discuter des problèmes auxquels l'Afrique fait face aujourd'hui.

Le CIGI, ainsi que le YMCA International de Kitchener-Waterloo, a hébergé environ 150 étudiants et distribué à chacun un livret à emporter rempli de renseignements sur les questions internationales et de voies à suivre pour s'engager davantage. De plus, la conférence a permis de créer un réseau entre les écoles, les ONG locales et des étudiants pouvant éventuellement servir de base à une coopération future. Tous les groupes locaux qui ont participé avaient des



« La simulation nous a permis de vraiment comprendre la complexité des facteurs en jeu dans l'élaboration des politiques et les négociations – cela nous a fait découvrir que les intérêts des parties en cause étaient pondérés les uns par les autres. » (traduction)

– Mary Albino, étudiante diplômée,
Université de Toronto

mandats internationaux et ont montré aux étudiants que des occasions existaient d'« avoir une perspective mondiale tout en agissant localement ».

Séminaire de la Banque mondiale pour les étudiants diplômés

Le premier séminaire de la Banque mondiale pour les étudiants diplômés à se tenir au Canada a eu lieu en mars 2005 au CIGI. Plus de 120 étudiants diplômés et professeurs de l'Université de Waterloo, de l'Université Wilfrid Laurier, de l'Université Western Ontario, de McMaster, de l'Université de Toronto, de l'Université Queens et du Collège militaire royal du Canada ont participé sur deux jours à des études de cas, à des groupes de travail et à des séminaires.

Ces séminaires visaient à sensibiliser les étudiants aux défis du développement international et à la façon dont la Banque

mondiale collabore avec les pays pour lutter contre la pauvreté dans le monde. Les séminaires visaient aussi à donner plus de transparence à la Banque mondiale et à encourager le dialogue entre la Banque mondiale et la jeunesse.

Les activités du séminaire comprenaient des exposés par des employés de la Banque mondiale et d'autres experts, des périodes de question et des études de cas. Le séminaire a connu du succès auprès des étudiants et leur a permis de se familiariser avec les questions de gouvernance internationale. Le CIGI a été heureux de collaborer avec la Banque mondiale pour faciliter le dialogue et l'interaction entre universitaires dans le domaine de la gouvernance internationale. Les disciplines couvertes allaient de l'économie, de la politique internationale et du développement international à l'histoire et au commerce.



Dan Latendre, dirigeant principal de l'information du CIGI

Notre technologie

Technologies de l'information et des communications

La croissance et le développement des technologies de l'information et des communications (TIC) au cours de la dernière décennie ont élargi leur adoption et leur application, augmentant ainsi leur incidence économique et sociale sur le monde d'aujourd'hui. Les TIC tel que l'Internet, le courriel et les technologies sans fil deviennent rapidement les outils standard de communication dans divers grands projets de développement à travers le monde. En optimisant leurs TIC, les organisations réussissent vraiment à obtenir des résultats élargis en matière de prestation des services grâce à une coordination, une planification et une communication de l'information améliorées.

Les TIC ont retenu l'attention générale en 2001 lorsque le Conseil économique et social des Nations Unies a présenté au Secrétaire général une demande visant à mettre sur pied un groupe de travail sur les TIC avant 2003. Cette initiative avait pour but l'établissement d'un mécanisme prévoyant la participation pleine et active à la fois du gouvernement, du secteur privé et de la société civile dans les pays développés et en développement, et cherchait à combler le fossé numérique mondial.

Une nouvelle plate-forme technologique

Le CIGI croit aussi que les TIC devraient jouer un rôle important pour trouver et mettre en oeuvre des solutions novatrices aux défis auxquels notre monde fait face aujourd'hui. C'est une croyance si forte que le CIGI et un groupe de partenaires internationaux se sont lancés

« Le lancement de IGLOO inaugure une nouvelle ère pour la recherche et la collaboration... Les problèmes de visa, les frais de déplacement et les frontières géographiques n'entraveront plus la libre circulation des idées et de l'information. » (traduction)

– Dan Latendre, dirigeant principal de l'information, CIGI

dans une initiative avant-gardiste en 2004 afin de créer une plate-forme de technologies de l'information et des communications première en son genre, conçue pour générer, gérer et prendre en charge des environnements de collaboration, tel que des communautés en ligne et des portails d'information sur le Web.

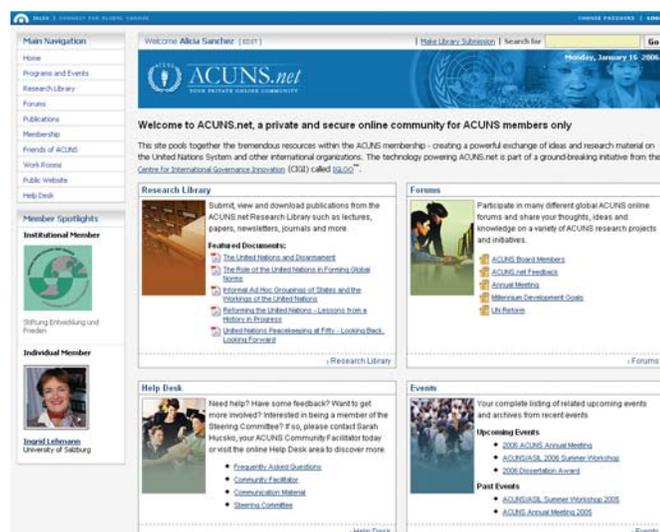
En 2005, CIGI et ses partenaires ont lancé IGLOO, un portail Web d'information et de recherche axé uniquement sur le renforcement de la gouvernance internationale. Le but principal de ce portail est d'aider à combler le fossé numérique en resserrant les liens entre les gens, les processus et l'information, peu importe l'emplacement géographique, la richesse ou l'expertise technique. Grâce à ce branchement mondial, le CIGI croit que nous pouvons commencer à améliorer les pratiques, méthodologies et résultats des recherches en optimisant la collaboration et le partage d'information en ligne - transformant ainsi les théories et modèles en systèmes pratiques.

Les défis mondiaux exigent des solutions mondiales

Les défis auxquels nous faisons face aujourd'hui, tel que les litiges commerciaux, les maladies infectieuses et les catastrophes naturelles, ne se bornent plus aux frontières nationales. Leurs effets sont ressentis à

l'échelle mondiale, loin de leur épicentre. Trouver des solutions à ces défis ou à d'autres tout aussi complexes exige des façons nouvelles et innovatrices de collaborer - comme IGLOO.

IGLOO offre aux universitaires, praticiens et chercheurs une somme de recherches offerte librement et des outils d'information qui peuvent élargir, compléter et améliorer leur travail dans les divers domaines de la gouvernance internationale. Le réseau de connaissances et les outils de recherche en ligne de IGLOO amplifient la portée mondiale du Web en :



ACUNS.net – Communauté universitaire soutenue par IGLOO.

- *transcendant* les frontières nationales, les disciplines et les démarcations économiques;
- *favorisant* la mise en commun des recherches et des ressources afin d'optimiser l'impact du capital intellectuel mondial;
- *permettant* la participation, la communication et la collaboration;
- *augmentant* la conscience qu'a le public des initiatives mondiales et sa participation à celles-ci;
- *améliorant* les pratiques, les méthodes et les résultats des recherches.

IGLOO – Principales caractéristiques

Bibliothèque de recherche

Au cœur d'IGLOO se trouve une bibliothèque de recherche qui sert de ressource mondiale de connaissances et de recherches dans laquelle les utilisateurs peuvent fureter, chercher et prendre en note un riche ensemble de connaissances et de documents récents ayant uniquement trait aux domaines de la gouvernance internationale. Le contenu est

recueilli et mis à jour quotidiennement à partir de plus de 9 000 sources, entre autres les bulletins de nouvelles, les bases de données universitaires et les contributions institutionnelles.

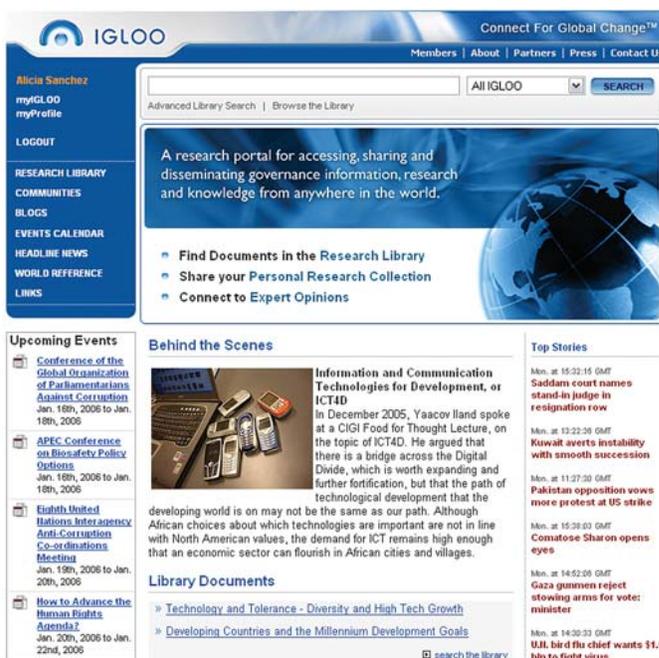
Communautés en ligne

IGLOO favorise la collaboration et la conversation en ligne grâce à des environnements communautaires en ligne. Les communautés optimisées par IGLOO peuvent avoir un environnement ouvert ou fermé. On n'a besoin que d'une adresse URL pour participer aux communautés ouvertes, alors que l'accès aux communautés fermées exige un nom d'utilisateur et un mot de passe. Les membres peuvent créer une communauté en ligne :

- dont la taille varie d'un petit groupe de recherche à une grande communauté organisationnelle;
- dont l'échelle varie du palier local au palier international;
- dont la portée varie de la santé à la pauvreté, au terrorisme, à l'économie, etc.;
- dont l'existence dure des mois ou des années.

Aperçu des caractéristiques de IGLOO

- *Bibliothèque de recherche* – pour chercher, fureter, télécharger et classer les documents à partir d'une bibliothèque de recherche de documents sur la gouvernance internationale centralisée et entièrement organisée.
- *Index Web* – pour chercher parmi des milliers de site Web ayant trait à la gouvernance internationale.
- *Recherche en texte intégral* – pour trouver n'importe quel document se trouvant dans la bibliothèque ou sur le Web grâce à des outils de recherche simple ou évoluée.
- *Bulletins de nouvelles* – pour fureter parmi 9 000 sources fournissant les dernières nouvelles et les plus récents événements



The screenshot shows the IGLOO website interface. At the top, there is a navigation bar with 'Members | About | Partners | Press | Contact Us'. Below this is a search bar with 'All IGLOO' selected and a 'SEARCH' button. A main banner area contains the text: 'A research portal for accessing, sharing and disseminating governance information, research and knowledge from anywhere in the world.' Below the banner are three bullet points: 'Find Documents in the Research Library', 'Share your Personal Research Collection', and 'Connect to Expert Opinions'. The page is divided into several sections: 'Upcoming Events' with a list of conferences, 'Behind the Scenes' featuring an article about ICTAD, and 'Top Stories' with a list of news items. A sidebar on the left contains links for 'myGLOO myProfile', 'LOGOUT', 'RESEARCH LIBRARY', 'COMMUNITIES', 'BLOGS', 'EVENTS CALENDAR', 'HEADLINE NEWS', 'WORLD REFERENCE', and 'LINKS'.

Le site Web public de IGLOO se trouve à l'adresse www.igloo.org.



Tom Jenkins, président exécutif, Open Text Corporation

de partout au monde en matière de gouvernance internationale.

- *BLOGUES* – pour surveiller les BLOGUES des plus grands experts sur divers sujets relatifs à la gouvernance internationale. Les membres peuvent aussi choisir d’écrire leur propre blogue.
- *Faits saillants et nouvelles* – Section de « nouvelles » quotidiennes et hebdomadaires pour afficher les résultats importants, les annonces, les communiqués, etc.
- *Calendrier des événements* – pour consulter les événements de la communauté de la gouvernance internationale et en faire la promotion au moyen d’un calendrier centralisé.
- *Répertoire des membres* – pour consulter une liste à jour des noms et profils des membres de la communauté.
- *Guide de référence mondiale* – pour chercher et trouver les listes à jours des représentants (jusqu’au niveau du cabinet) de 193 nations

indépendantes, 31 colonies et territoires non autonomes ainsi que des dirigeants et sièges sociaux de 39 organisations et alliances internationales.

- *Communautés* – pour créer des communautés ouvertes ou fermées sur leWeb afin de coordonner et gérer diverses initiatives de recherche.

Le succès d’IGLOO et des autres initiatives de TIC repose lourdement sur les contributions, la participation et le soutien actifs de personnes, groupes et organisations du monde entier. IGLOO compte présentement plus de 100 organisations partenaires de par le monde, notamment la United Nations Foundation, ACUNS, Princeton, The Earth Institute et le Human Security Centre.

trouver. partager. se brancher.
www.igloo.org



Conseil d'administration des opérations

Conseil d'administration actif

La responsabilité première de l'orientation stratégique générale du CIGI se trouve entre les mains du conseil d'administration des opérations (le Conseil). Le Conseil se réunit régulièrement et comprend entre autres le président, un trésorier et un secrétaire. Les sous-ministres des Finances et des Affaires étrangères du Canada désignent chacun un représentant nommé d'office au Conseil.

Jim Balsillie

Jim Balsillie est président et co-chef de la direction de Research In Motion (RIM). Il lui incombe de diriger la stratégie, le développement des activités et les finances de RIM. Avant de se joindre à RIM en 1992, M. Balsillie était vice-président exécutif et membre du conseil d'administration de Sutherland-Shultz Limited, à Kitchener (Ontario). Il a aussi occupé les postes d'associé principal au Strategy Consulting Group et de responsable de mission au sein du Groupe des services aux entrepreneurs de Ernst & Young, à Toronto. M. Balsillie a fondé CIGI en 2001. M. Balsillie est un comptable agréé et est un membre élu de l'Institut des comptables agréés de l'Ontario. Il a obtenu un diplôme de premier cycle en commerce à l'Université de Toronto et un M.B.A. de la Harvard School of Business. Il est également titulaire d'un doctorat honorifique décerné par l'Université Wilfrid Laurier.

Kendall Cork

Kendall Cork est le directeur général de Sentinel Associates Limited, firme d'experts-conseils en orientation générale d'entreprise. Après une longue carrière au sein de Noranda Inc., M. Cork est devenu président du conseil et président de E-L Financial Corporation et y est toujours à titre de vice-président du conseil. Il siège aux conseils d'administration de Empire Life, Dominion of Canada General Insurance Company, United Corporations, Fulcrum Investment, la Banque de Nouvelle-Écosse, Aliments McCain, Strongco, InternetSecure, Research In Motion, University of Toronto Press et du Perimeter Institute et est membre du comité consultatif du doyen de la Rotman School of Management de l'Université de Toronto. Il est également un ancien président de The Ticker Club. Il a publié des travaux sur des questions financières pour la Commission royale d'enquête sur le système bancaire et financier et a reçu le titre de « Distinguished Business Alumni » de l'Université de Toronto.

Cosimo Fiorenza

Cosimo Fiorenza est un avocat-fiscaliste renommé dont la spécialité principale est la fiscalité des entreprises. Son travail englobe l'organisation et la planification fiscale dans le cadre des réorganisations de sociétés, des fusions, des transactions d'achat et de vente et des placements initiaux de titres. Sa vaste expérience des questions fiscales internationales couvre la planification fiscale relative à l'expansion des entreprises canadiennes aux États-Unis et en Europe. M. Fiorenza est présentement avocat-fiscaliste pour plusieurs compagnies publiques et privées du secteur des technologies, des filiales canadiennes de sociétés étrangères, des fonds de placement, un gestionnaire canadien de placements en vue, plusieurs grandes fiducies privées, des entreprises étrangères, des personnes et des fiducies. Il est membre du Barreau du Haut-Canada, de l'Association du Barreau canadien et de l'Association canadienne d'études fiscales.

Dennis Kavelman

Dennis Kavelman est directeur financier de Research In Motion. Avant de se joindre à RIM en mars 1995, M. Kavelman était chez KPMG et enseignant à temps partiel à la School of Business and Economics de l'Université Wilfrid Laurier. M. Kavelman est titulaire d'un B.B.A. décerné par l'Université Wilfrid Laurier et est comptable agréé. Il a reçu la médaille d'or nationale et le prix du Gouverneur général pour être arrivé premier à l'Examen final uniforme de l'Institut canadien des comptables agréés. M. Kavelman est un ancien membre du conseil d'administration de l'Université Wilfrid Laurier et trésorier de l'association des anciens de cette même université.

Marie-Lucie Morin

Marie-Lucie Morin a été nommée sous-ministre adjointe du ministère des Affaires étrangères en décembre 2003. Avant cette nomination, elle était sous-ministre adjointe, Commerce international, et déléguée commerciale en chef ; elle a été de septembre 2001 à septembre 2003 directrice générale du Secrétariat de la planification des politiques du ministère du Commerce international. Mme Morin a une vaste expérience à l'étranger, incluant à San Francisco (1981-1984), Jakarta (1984-1986), Londres (1986-1990) et Moscou (1994-97). Mme Morin a été nommée en 1997 ambassadrice du Canada au Royaume de Norvège avec accréditation concomitante pour la République d'Islande, poste qu'elle a occupé jusqu'à son retour à Ottawa en septembre 2001.



Joy Roberts, membre du Conseil, avec le président du Conseil Jim Balsillie

Joy Roberts

Joy Roberts est experte-conseil dans les domaines de la gestion et de la planification d'entreprise, particulièrement en ce qui a trait à tous les aspects de la stratégie et de l'exécution des campagnes de communication et de levée de fonds. Son expérience couvre quinze années dans les relations publiques, le bureau des diplômé(e)s et la levée de fonds pour l'Université de Waterloo; elle y a mis sur pied le premier bureau des diplômé(e)s et est devenue par la suite responsable de la grande campagne de capitalisation de l'Université. Elle a ensuite, avec un partenaire, fondé, dirigé et vendu une entreprise privée de logiciels qui utilisait des normes ouvertes pour mettre au point des logiciels de documentation. Mme Roberts a effectué des recherches au sein de certaines des plus grandes organisations au pays et a beaucoup travaillé pour de petits propriétaires d'entreprise et des organismes à but non lucratif. Elle détient un doctorat en rhétorique, domaine spécialisé dans la motivation humaine et la persuasion, décerné par l'Université de Waterloo. Elle siège au sein de plusieurs conseils d'administration d'organismes à but non lucratif.

Vinita Watson

Vinita Watson est sous-ministre adjointe, Finances et échanges internationaux, au ministère des Finances. Elle était auparavant sous-ministre adjointe et agente d'information en chef du ministère de l'Industrie et membre du conseil de la haute direction du Ministère. Elle a occupé différents postes au sein du ministère des Finances, du Bureau du Conseil privé et d'Industrie Canada depuis qu'elle s'est jointe à la fonction publique du Canada en décembre 1982. Ses affectations antérieures comprennent celles de directrice générale – Gouvernance ministérielle, directrice générale – Bureau de la consommation, directrice – Analyse de la politique micro-économique, négociatrice fédérale adjointe pour l'Accord sur le commerce intérieur, conseillère principale – Examen des programmes, et chef – Politique fiscale. Mme Watson est titulaire d'une MPA de la Harvard University, d'une M.A. de la Michigan State University et d'un B.A. avec spécialisation de l'université de Delhi.

« Nous vivons à une époque où la communication entre les gens est essentielle pour réaliser des objectifs communs tels que le développement et la coexistence pacifique. Les derniers progrès dans le domaine des technologies de l'information et des communications ont renforcé de façon exponentielle nos capacités d'interconnexion. »
(traduction)

- **Kofi Annan**, Secrétaire général
des Nations Unies, juin 2005

Conseil des gouverneurs

Conseil consultatif international des gouverneurs (CCIG)

Le Conseil consultatif international des gouverneurs (CCIG) est formé d'universitaires éminents, de décideurs et d'ex-décideurs de politiques, ainsi que de membres du milieu des affaires et des groupes sociaux. Le CCIG aide le CIGI à s'orienter relativement à ses projets de recherche présents et futurs. Le CCIG se réunit tous les ans et ces réunions sont l'occasion d'examiner les recherches en cours et d'établir les lignes directrices de la recherche.

Alagh, Yoginder

Ancien ministre de la Science, de la Technologie et de l'Énergie, chancelier de l'Université centrale du Nagaland; vice-président de l'Institut de recherches économiques et sociales Sadar Patel, à Ahmedabad (Inde)

Balsillie, Jim

Président et co-chef de la direction, Research In Motion (Canada). (Canada)

Bhagwati, Jagdish

Senior Fellow en économie internationale, Council on Foreign Relations et Columbia University (États-Unis)

Braga de Macedo, Jorge

Président, Institut de recherches tropicales du Portugal; professeur à la faculté d'économie de l'université Nova, Lisbonne; ancien ministre des Finances (Portugal)

Choi, David

Président et directeur général, Royal Pacific Group (Canada)

English, John

Directeur exécutif, CIGI (Canada)

Galal, Ahmed

Directeur exécutif, Centre d'études économiques (Égypte)

Geingob, Hage

Directeur exécutif, Coalition mondiale pour l'Afrique (Namibie)

Gotlieb, Allan

Ex-ambassadeur du Canada à Washington (Canada)

Graham, Bill

Ministre de la Défense nationale du Canada (Canada)

Gurría, José Ángel

Président, Groupe consultatif externe, Banque interaméricaine de développement; ancien ministre des Finances et des Affaires étrangères (Mexique)

Hauser, Rita

Présidente, Hauser Foundation (États-Unis)

Heine, Jorge

Ambassadeur du Chili en Inde et membre du comité exécutif de l'Association internationale de science politique (AISP) (Chili)

Helliwell, John

Ancien conseiller spécial de la Banque du Canada (Canada)

Johnston, David

Président, University of Waterloo (Canada)

Johnston, Don

Secrétaire général de l'OCDE (France)

Lynch, Kevin

Directeur exécutif, constituantes canadienne, irlandaise et caraïbe du Fonds monétaire international (Canada)

Mahbubani, Kishore

Doyen, Lee Kuan Yew School of Public Policy (Singapour)

Massé, Marcel

Directeur exécutif, constituantes canadienne, irlandaise et caraïbe de la Banque mondiale; ancien ministre membre du Cabinet (Canada)

O'Neil, Maureen

Présidente, Centre de recherches pour le développement international (CRDI) (Canada)

Pickering, Thomas

Vice-président principal aux relations internationales de Boeing; ancien sous-secrétaire d'État (États-Unis)

Rozental, Andrés

Président, Conseil mexicain des relations étrangères (Mexique)

Shiller, Robert

Stanley B. Resor, professeur d'économie, Cowles Foundation for Research in Economics, Yale University (États-Unis)

Slaughter, Anne-Marie

Doyenne, Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, Princeton University (États-Unis)

Stiglitz, Joseph

Professeur d'économie et de finances, Columbia University (États-Unis)

Strong, Maurice

Conseiller spécial, Nations Unies (Canada)

Sulimma, Hans

Ex-ambassadeur d'Allemagne au Canada (Allemagne)

Tanaka, Naoki

Président, 21st Century Public Policy Institute (Japon)

Voigt, Karsten

Coordonnateur de la coopération Allemagne-États-Unis au sein des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne (Allemagne)

Wang, Jisi

Directeur, Institut des études américaines, Académie chinoise des sciences sociales (Chine)

Woods, Ngaire

Directeur, Global Economic Governance Programme; professeur associé en politique et relations internationales, University College, University of Oxford (Royaume-Uni)

« La responsabilité de la bonne gouvernance internationale repose en fin de compte sur les épaules des dirigeants des gouvernements souverains du monde. » (traduction)

- **Paul Martin**, ancien premier ministre du Canada



Associés du CIGI

En tant que centre de recherches véritablement international, le CIGI tire son expertise du monde entier afin d'assurer des discussions de la plus haute qualité et de proposer des solutions aux défis mondiaux de gouvernance. Le programme des associés du CIGI est composé de personnes possédant une riche expérience internationale ainsi qu'une solide réputation universitaire ou une expertise éminente en politique internationale. Le CIGI s'efforcera de veiller à ce que son programme des associés, dans son ensemble, reflète l'expertise locale, nationale et internationale. Le CIGI s'efforcera aussi de veiller à ce que son programme des associés, pris dans son ensemble, ne comprenne pas seulement des personnes chevronnées, mais aussi de jeunes universitaires prometteurs qu'il est dans le mandat du CIGI d'aider à se développer.

Associés distingués

Dr. Andrew F. Cooper
directeur associé distingué

Paul Heinbecker
associé distingué, Relations internationales

Dr. John Whalley
associé distingué, Gouvernance économique

Associés principaux

Yoginder Alagh
Université centrale du Nagaland, Inde

Alistair Edgar
Director exécutif, ACUNS

Terry Sicular,
Université de Western Ontario

Associés de recherche

Paul Doherty
Université de Waterloo

Patricia Goff
Université Wilfrid Laurier

Kimie Hara
Renison College, Université de Waterloo

David Johnson
Université Wilfrid Laurier

Bessma Momani
Université de Waterloo

Associés spéciaux de recherche

Barry Carin
Université de Victoria

Annette Hester
Université de Calgary

Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale

États financiers

Le 31 juillet 2005

Rapport des vérificateurs

Aux administrateurs du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale,

Nous avons vérifié le bilan du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale au 31 juillet 2005 et les états des résultats et des variations des soldes des fonds et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Organisme. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Organisme au 31 juillet 2005 ainsi que des résultats de son fonctionnement et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Toronto (Ontario)
Le 24 novembre 2005

Zeifman & Company, LLP
Comptables agréés

BILAN
AU 31 JUILLET 2005

ACTIF

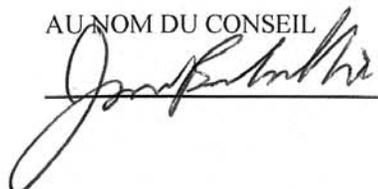
	2005					2004	
	Fonds affectés					Total	Total
	Dotation à long terme	Immobilisations	Musagetes	Programme	Administration		
Actif à court terme							
Trésorerie et équivalents	24 255 759 \$	-	\$ 12 225 583	538 405 \$	9 186 809 \$	46 206 556 \$	36 476 266 \$
Créances	-	-	-	-	415 764	415 764	233 549
Frais payés d'avance	-	-	-	34 541	69 366	103 907	36 900
	24 255 759	-	12 225 583	572 946	9 671 939	46 726 227	36 746 715
Autres actifs							
Immobilisations (note 4)	-	6 858 320	-	-	-	6 858 320	6 535 603
Placements de portefeuille (note 5)	42 390 097	-	18 642 624	-	-	61 032 721	49 620 821
	42 390 097	6 858 320	18 642 624	-	-	67 891 041	56 156 424
TOTAL DE L'ACTIF	66 645 856 \$	6 858 320 \$	30 868 207 \$	572 946 \$	9 671 939 \$	114 617 268 \$	92 903 139 \$

PASSIF ET SOLDES DES FONDS

Passif à court terme								
Fournisseurs	-	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	662 699 \$	662 699 \$	227 689 \$
Tranche du montant à payer échéant à moins d'un an (note 6)	-	11 077	-	-	-	11 077	11 077	3 608
	-	11 077	-	-	-	662 699	673 776	231 297
Passif à long terme								
Montant à payer (note 6)	-	249 538	-	-	-	249 538	249 538	260 614
TOTAL DU PASSIF	-	260 615	-	-	-	662 699	923 314	491 911
Soldes des fonds								
Investis en immobilisations	-	6 597 705	-	-	-	6 597 705	6 597 705	6 271 381
Grevés d'une affectation d'origine externe (note 7)	66 645 856	-	30 868 207	572 946	-	98 087 009	98 087 009	82 594 036
Non affectés	-	-	-	-	9 009 240	9 009 240	9 009 240	3 545 811
TOTAL DES SOLDES DES FONDS	66 645 856	6 597 705	30 868 207	572 946	9 009 240	113 693 954	113 693 954	92 411 228
	66 645 856 \$	6 858 320 \$	30 868 207 \$	572 946 \$	9 671 939 \$	114 617 268 \$	114 617 268 \$	92 903 139 \$

ENGAGEMENT (NOTE 8)

AU NOM DU CONSEIL

 ADMINISTRATEUR

 ADMINISTRATEUR

**RÉSULTATS ET VARIATIONS DES SOLDES DES FONDS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 2005**

	2005					2004	
	Fonds affectés					Total	Total
	Dotation à long terme	Immobilisations	Musagetes	Programme	Administration		
PRODUITS							
Dons (note 10)	13,145,856 \$	296,064 \$	-	164,756 \$	3,328,465 \$	16,935,141 \$	33,489,837 \$
Produits financiers	-	-	1 774 171	-	5 496 267	7 270 438	1 520 261
Subventions							
gouvernementales	-	-	-	1 394 400	44 977	1 439 377	63 460
Autres produits	-	-	-	-	85 332	85 332	73 262
	13 145 856	296 064	1 774 171	1 559 156	8 955 041	25 730 288	35 146 820
CHARGES							
Recherche et conférences	-	-	-	-	1 791 237	1 791 237	737 116
Administration	-	-	-	-	1 066 735	1 066 735	664 038
IGLOO	-	-	-	986 210	-	986 210	-
Partenariats de recherche	-	-	-	-	493 375	493 375	606 130
Installations	-	-	-	-	433 109	433 109	283 389
Amortissement	-	271 206	-	-	-	271 206	173 884
Soutien technique	-	-	-	-	131 500	131 500	-
	-	271 206	-	986 210	3 915 956	5 173 372	2 464 557
Excédent des produits sur les charges	13 145 856	24 858	1 774 171	572 946	5 039 085	20 556 916	32 682 263
Solde du fonds, au début de l'exercice:							
Présenté initialement	53 500 000	6 271 381	29 094 036	-	3 545 811	92 411 228	59 728 965
Effet de l'adoption d'une nouvelle convention comptable (note 3)	-	-	-	-	725 810	725 810	-
Retraité	53 500 000	6 271 381	29 094 036	-	4 271 621	93 137 038	59 728 965
Virements interfonds (note 12)	-	301 466	-	-	(301 466)	-	-
Solde du fonds, à la fin de l'exercice	66 645 856 \$	6 597 705 \$	30 868 207 \$	572 946 \$	9 009 240 \$	113 693 954 \$	92 411 228 \$

FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 2005

	2005	2004
FLUX DE TRÉSORERIE DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits sur les charges de l'exercice	20 556 916 \$	32 682 263 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie:		
Dons autres qu'en espèces	(16 762 926)	(4 397 443)
Amortissement	271 206	173 884
Gain sur la vente de placements de portefeuille	(1 358 675)	(220 490)
Gain latent au titre de l'ajustement à la valeur de marché des placements de portefeuille	(4 955 720)	-
Variations nettes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés au fonctionnement:		
Créances	(182 215)	(209 335)
Fournisseurs	435 010	191 416
Montant à payer	(3 607)	(24 085)
Frais payés d'avance	(32 466)	(35 000)
	(2 032 477)	28 161 210
 FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(297 859)	(371 743)
Acquisition de placements de portefeuille	(71 216 604)	(54 576 153)
Produits du rachat et de la vente de placements de portefeuille	83 277 230	9 573 265
	11 762 767	(45 374 631)
 AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE		
	9 730 290	(17 213 421)
 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE		
	36 476 266	53 689 687
 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS, À LA FIN DE L'EXERCICE		
	46 206 556 \$	36 476 266 \$

1. **PRÉSENTATION**

Le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (l'«Organisme»») est un organisme de bienfaisance qui fournit en matériel, dote en personnel, maintient et exploite un institut de recherche qui a pour mission d'effectuer de la recherche dans les domaines touchant les relations entre la technologie, la population, l'activité économique, la culture, l'éducation, la politique et l'environnement, et qui met les résultats de ces recherches à la disposition des universités canadiennes et du grand public. L'Organisme est constitué comme un organisme sans but lucratif en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et il est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. **RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

a) **Comptabilité par fonds -**

L'Organisme applique la méthode des fonds affectés pour la comptabilisation des apports.

Le fonds d'administration rend compte des activités d'exécution de programmes et des activités administratives de l'Organisme. Il présente les ressources non affectées et les subventions de fonctionnement affectées.

Le fonds des immobilisations rend compte des actifs, des passifs, des produits et des charges liés aux immobilisations de l'Organisme.

Le fonds Musagetes met l'accent sur l'avancement des arts au Canada et à l'échelle internationale.

Les dotations en ressources sont comprises dans le fonds de dotation à long terme. Certaines de ces ressources doivent être conservées pour une période de dix ans ou jusqu'à la dissolution ou la liquidation de l'Organisme, selon le dernier de ces événements à survenir. Les produits financiers gagnés sur les ressources du fonds de dotation à long terme sont présentés dans le fonds d'administration.

Le fonds du programme a pour but de permettre à l'Organisme de construire, de déployer et de gérer une plate-forme technologique de recherche destinée à une communauté virtuelle.

b) **Constataion des produits -**

Les apports sont constatés en produits dans le fonds de dotation à long terme dans l'exercice où ils sont reçus ou à recevoir s'il est possible d'en estimer le montant au prix d'un effort raisonnable et que le recouvrement en est raisonnablement assuré.

Les apports affectés ayant trait aux activités générales sont constatés en produits dans le fonds d'administration dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Tous les autres apports affectés sont constatés en produits dans le fonds affecté approprié au moment où ils sont reçus.

Les apports non affectés sont constatés en produits dans le fonds d'administration dans l'exercice où ils sont reçus ou à recevoir s'il est possible d'estimer le montant à recevoir au prix d'un effort raisonnable et que le recouvrement en est raisonnablement assuré.

Les apports d'autres biens physiques et de services sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport s'il est possible d'en estimer la juste valeur au prix d'un effort raisonnable.

c) **Trésorerie et équivalents**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes détenus auprès de banques et de maisons de courtage de valeurs et les placements en instruments du marché monétaire dont les échéances initiales ne dépassent pas trois mois.

d) **Placements de portefeuille -**

Les parts de fonds communs de placement, les instruments de capitaux propres et les autres placements sont présentés à la juste valeur fondée sur les cours du marché. La juste valeur des instruments financiers dérivés est fondée sur les montants estimatifs à recevoir ou à payer sur les contrats dérivés à la date de clôture. Les titres négociables ont été désignés comme étant des titres de transaction. Les gains ou les pertes réalisés et latents sont pris en compte dans l'excédent des produits sur les charges de l'exercice. Les risques de change ont fait l'objet d'une couverture dans le portefeuille de placements.

e) **Immobilisations -**

Les immobilisations sont présentées au coût et l'amortissement est calculé comme suit:

Bâtiments	- linéairement sur quarante ans;
Matériel informatique	- 30% par année du solde décroissant;
Matériel de bureau	- 30% par année du solde décroissant;
Mobilier et agencements	- linéairement sur cinq ans;
Véhicules	- linéairement sur cinq ans.

On utilise la moitié des taux ci-dessus dans l'année de l'acquisition.

f) **Apports de services -**

Les bénévoles consacrent de nombreuses heures chaque année à aider l'Organisme dans l'exercice de ses activités de bienfaisance. Étant donné la difficulté de déterminer la juste valeur des apports de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les présents états financiers.

g) **Instruments financiers -**

Les instruments financiers de l'Organisme comprennent la trésorerie, les placements de portefeuille, les créances, les fournisseurs et le montant à payer. À moins d'indication contraire, la valeur comptable de ces instruments se compare à leur juste valeur.

Environ 92% (2004 - 95%) des placements de portefeuille et 55% (2004 - 35%) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie sont exposés à un risque de change car ils sont libellés en dollars des États-Unis. Environ 2% (2004 - 30%) des placements de portefeuille sont investis dans des instruments à taux fixe et, par conséquent, sont exposés à un risque de taux d'intérêt.

Le portefeuille est exposé à un risque de marché, c'est-à-dire au risque que la valeur d'un instrument financier fluctue par suite de variations des cours du marché. Certains des instruments financiers de l'Organisme sont également exposés à un risque de crédit, c'est-à-dire au risque de perte financière pouvant résulter du défaut d'une autre partie de s'acquitter de ses obligations.

h) **Incertitude de mesure -**

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada oblige la direction à faire des estimations et à poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur les informations fournies à l'égard des actifs et des passifs éventuels, le cas échéant, à la date des états financiers, et sur les montants présentés des produits et des charges de l'exercice sur lequel portent les états financiers. Les résultats réels pourront différer de ces

i) **Subventions -**

Les subventions consenties par l'Organisme sont comptabilisées au moment de leur paiement.

j) **Chiffres comparatifs -**

Certains des chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour en rendre la présentation conforme à celle adoptée dans l'exercice considéré.

3. **ADOPTION D'UNE NOUVELLE CONVENTION COMPTABLE**

À compter du 1^{er} août 2004, l'Organisme a adopté les dispositions du chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA (*Instruments financiers - comptabilisation et évaluation*). Même si ce chapitre ne s'applique qu'aux exercices s'ouvrant à compter du 31 octobre 2006, les dispositions transitoires en permettent l'adoption anticipée à compter de l'ouverture de l'exercice 2005. Précédemment, les placements de portefeuille de l'Organisme étaient comptabilisés au coût. Selon la nouvelle norme, l'Organisme doit comptabiliser ses placements dans des titres négociables comme des fonds communs de placement, des fonds de couverture et des titres de capitaux propres, à leur juste valeur déterminée au regard des cours du marché. Tous ces placements sont classés par l'Organisme comme des titres de transaction. Par conséquent, tous les gains latents ou les pertes latentes sont présentés comme éléments de l'excédent des produits sur les charges de la période considérée.

Conformément à ce que prescrivent les nouvelles normes, la modification de convention comptable a été appliquée rétroactivement au 1^{er} août 2004, sans retraitement des exercices antérieurs. Ce changement a eu pour effet à ce moment d'accroître la valeur comptable des titres négociables, la faisant passer de 49 620 821 \$ à 50 346 631 \$. L'augmentation de 725 810 \$ de la valeur comptable des titres négociables a été comptabilisée comme une augmentation du solde d'ouverture du fonds.

4. **IMMOBILISATIONS**

Les immobilisations comprennent les éléments suivants:

	2005		Valeur comptable nette	2004
	Coût	Amortissement cumulé		Valeur comptable nette
Terrains	1 399 106 \$	-	1 399 106 \$	1 399 106 \$
Bâtiments	5 215 111	378 248	4 836 863	4 937 435
Matériel informatique	555 071	110 570	444 501	63 138
Matériel de bureau	149 109	52 561	96 548	87 452
Mobilier et agencements	105 392	31 428	73 964	37 873
Véhicules	16 308	8 970	7 338	10 599
	7 440 097 \$	581 777 \$	6 858 320 \$	6 535 603 \$

Est compris dans le coût du matériel informatique un montant de 296 064 \$ relatif à du matériel reçu en don le 31 mars 2005. Sont compris dans le coût des terrains et des bâtiments des montants de 1 101 760 \$ et de 502 962 \$, respectivement, relatifs à des biens reçus en don le 11 octobre 2002.

5. **PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Les placements de portefeuille, qui sont comptabilisés à la juste valeur, comprennent les éléments suivants:

	<u>2005</u>	<u>2004</u>	
	<u>Valeur de marché</u>	<u>Coût</u>	<u>Valeur de marché</u>
Autres placements	31,174,465 \$	21,374,543 \$	21,890,488 \$
Titres de capitaux propres	13 994 613	5 303 976	5 455 884
Parts de fonds communs de placement en actions	12 777 158	8 128 092	8 267 667
Contrats de change à terme a)	1 730 409	-	(79 305)
Parts de fonds à revenu fixe	1 356 076	14 814 210	14 811 897
	<u>61 032 721 \$</u>	49 620 821 \$	50 346 631 \$

- a) L'Organisme conclut des contrats de change à terme qui fixent le taux auquel il vendra des montants précis de dollars des États-Unis à des dates futures déterminées dans le but de se protéger contre la possibilité de perte si la valeur du dollar des États-Unis venait à diminuer au regard du dollar canadien.

Au 31 juillet 2005, les montants en dollars canadiens pouvant être encaissés en vertu de contrats de change à terme étaient de 74 606 456 \$ (2004 - 49 809 709 \$). Le taux de change contractuel moyen pondéré du moment étaient de 1,2460. Les dates de règlement des contrats en cours se situent à moins d'un an. Le taux de change à la fin de l'exercice était de 1,2239. Au 31 juillet 2005, la juste valeur de ces contrats était de 1 730 409 \$.

6. **MONTANT À PAYER**

L'Organisme s'est engagé pour les paiements futurs suivants relativement à la réinstallation d'un ancien locataire d'un bâtiment qui lui appartient:

Dans l'exercice se terminant le 31 juillet 2006	31 274 \$
2007	31 274
2008	35 948
2009	70 817
2010	65 065
Par la suite	<u>130 849</u>
	365 227
<u>Moins: Intérêts inclus ci-dessus</u> au taux de 7,75% par année	<u>104 612</u>
	260 615
<u>Moins: Tranche à court terme</u>	<u>11 077</u>
	<u>249 538 \$</u>

7. **FONDS DE DOTATION À LONG TERME**

Le Fonds de dotation à long terme devient non affecté comme suit:

Dans l'exercice se terminant le 31 juillet	2012	1 000 000 \$
	2013	22 814 908
	2015	13 145 856
	Jamais	<u>29 685 092</u>
		<u>66 645 856 \$</u>

De ce montant, 30 M\$ ont été apportés par le Gouvernement fédéral du Canada au cours de l'exercice 2003. Il est permis à l'Organisme d'empiéter sur le montant de 30 M\$ jusqu'au 4 avril 2006 à la condition que le capital total du Fonds de dotation à long terme ne descende pas au-dessous de 53,5 M\$. Par la suite, l'apport du Gouvernement fédéral du Canada est grevé d'affectation à perpétuité. Tout capital utilisé par l'Organisme doit l'être d'une manière qui soit compatible avec l'objectif de bienfaisance de l'Organisme.

8. **ENGAGEMENTS**

L'Organisme s'est engagé à verser une subvention en espèces de 200 000 \$US (244 780 \$ au taux de change en vigueur au 31 juillet 2005) dans l'exercice se terminant le 31 juillet 2006 à un organisme international indépendant qui sert de structure de collaboration pour les leaders mondiaux qui souhaitent aborder des questions et problèmes planétaires.

9. **PROMESSE DE DON**

Un donateur s'est engagé à faire un don de 40 000 \$ par an dans le cadre d'une promesse de don pour chacun des exercices jusqu'au 31 juillet 2013. Un tel don sera comptabilisé comme apport lors de la réception des paiements.

10. **DONS**

Le 27 avril 2005, un membre du conseil d'administration a donné à l'Organisme des actions ayant une juste valeur de marché de 16 432 321 \$ à cette date (2004 - 1 497 725 \$). Du don de 2005, 13 145 856 \$ ont été affectés et sont soumis aux conditions décrites dans la note 7. Le don de 2004 n'est pas grevé d'affectation. Ces opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange qui est le montant convenu entre les parties liées.

11. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

a) **Intérêts payés -**

Les intérêts payés en espèces se sont chiffrés au cours de l'exercice à 23 770 \$ (2004 - 345 \$).

b) **Dons autres qu'en espèces**

Au cours de l'exercice 2005, l'Organisme a reçu un don de 460 820 \$ sous la forme de matériel et de services connexes et un don de 16 432 321 \$ sous la forme d'un placement de portefeuille (2004 - 4 397 443 \$ sous la forme de placement de portefeuille).

12. VIREMENTS INTERFONDS

Les virements entre fonds au cours d'un exercice n'entraînent ni augmentations ni diminutions des ressources économiques globales de l'Organisme. Ces virements représentent une répartition des ressources entre divers fonds.

Le virement du fonds d'administration au fonds des immobilisations a été fait dans le but de financer les dépenses pour des acquisitions d'immobilisations.